



PREFECTURE PUY- DE- DOME

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N ° 17 - AOUT 2014**

# SOMMAIRE

## 63 - ARS

### 63 - Ars DT 63

Arrêté N °2014203-0007 - décision portant désignation d'un administrateur provisoire pour la gestion de l'EHPAD Le Bosquet à Ennezat .....	1
Autre - annexe de l'arrêté DT 63 - arrêté 2014 -112 .....	6
Autre - arrêté 2014 - 265 portant désignation de M. Thierry Jacques KIREMIDJIAN pour assurer l'intérim des fonctions de direction de l'EHPAD de Tauves .....	8
Autre - arrêté 2014 - 266 mettant fin à l'intérim des fonctions de direction de l'EHPAD de Tauves assuré par M. Jean Gilles GIRAUDET .....	11
Autre - arrêté agrément transports sanitaires Europe ambulances à Chamalières .....	14
Autre - arrêté Dgars n ° 2014-321 fixant les ressources assurance maladie versées au CHU de Clermont- Ferrand pour l'année 2014 au titre du FIR. ....	17
Autre - arrêté portant désignation de Mme Catherine BARTHE MONTAGNE pour assurer l'intérim des fonctions de direction de l'EHPAD Le Cèdre à Pont du Château .....	21

## 63 - DDT

### 63 - DDT SEEF

Arrêté N °2014218-0003 - Arrêté préfectoral portant approbation du plan de gestion cynégétique du GIC de l'Ambène et définissant les limites du périmètre de gestion du lièvre .....	24
Arrêté N °2014218-0004 - Arrêté préfectoral portant approbation d'un plan de gestion cynégétique des Combrailles Est et définissant les limites du périmètre de gestion du lièvre .....	28
Arrêté N °2014218-0006 - Arrêté préfectoral portant approbation du plan de gestion cynégétique de l'association de gestion de la Limagne Nord et définissant les limites du périmètre de gestion du lièvre .....	32
Arrêté N °2014218-0009 - Arrêté préfectoral portant approbation d'un plan de gestion cynégétique et définissant les limites du périmètre de gestion du groupement d'intérêt cynégétique de la Région de Lezoux .....	36

## 63 - DIRECCTE

### 63 - UT 63

Autre - arrêté portant modification de l'agrément d'un organisme de services à la personne délivré sous le N ° SAP408030195 à l'association locale ADMR CEYRAT UTIL .....	40
Autre - modification du récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne délivré sous le n ° SAP408030195 à l'association locale ADMR CEYRAT UTIL .....	43
Autre - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne délivré sous le numéro SAP 800453995 à l'entreprise VERNET Stéphanie (nom commercial : Steph'Net) .....	46

## Secrétariat de direction

Autre - Arrêté 2014/ Direccte/18 portant subdélégation de signature de Monsieur Marc FERRAND, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Auvergne dans le cadre des attributions et compétences de Monsieur Michel FUZEAU, préfet de la Région Auvergne, Préfet du Puy- de- Dôme	49
--	----

## 63 - Douanes

Arrêté N °2014216-0001 - décision de fermeture de débits de tabac ordinaires permanents	53
---	----

## 63 - DREAL

### 63 - Service Risques

Arrêté N °2014204-0024 - arrêté préfectoral portant mesures d'urgence au motif de sécurité à l'encontre de la SCI MERCIER propriétaire du barrage de l'étang de LA FAYE sur les communes de St Pierre le Chastel et Gelles	55
--	----

Arrêté N °2014212-0006 - Arrêté préfectoral autorisant la société AUBERT & DUVAL à exploiter un établissement de forgeage et matriçage de pièces en aluminium et alliages d'aluminium sur le territoire de la commune d'ISSOIRE	60
---	----

Arrêté N °2014216-0002 - ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE prescrivant la mise en place de garanties financières applicables à la société O- I MANUFACTURING France à PUY- GUILLAUME	99
--	----

Arrêté N °2014217-0011 - ARRETE préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions applicables à la société PAPETERIES DE GIROUX à OLLIERGUES	106
---	-----

Arrêté N °2014218-0002 - arrêté préfectoral portant autorisation d'exécution de travaux de curage de la retenue de l'EAU VERTE et modification du canal de restitution du débit réservé de l'aménagement de la Haute- Tarentaine.	151
---	-----

### 63 - Service Territoires Evaluation, Logement, Energie et Paysages

Arrêté N °2014217-0002 - Arrêté N °2014217-0002 portant approbation du projet de création des liaisons électriques HTA 20 kV souterraines d'interconnexion au sein du parc éolien de Saint- Clément- de- Valorgue	158
---	-----

### UT 63 et UT 03

Arrêté N °2014216-0003 - ARRÊTÉ préfectoral complémentaire pour la mise en oeuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la Société CLAUSTRE ENVIRONNEMENT - commune de MARSAC en LIVRADOIS	161
--	-----

Arrêté N °2014216-0004 - Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 et imposant des garanties financières à la société M.F.P. MICHELIN pour le site de La Combaude, sur le territoire de la Commune de Clermont- Ferrand	166
--	-----

Arrêté N °2014217-0007 - Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du 17 août 2006 et imposant des garanties financières à la société GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE sur le territoire de la Commune de Riom	171
--	-----

Arrêté N °2014217-0009 - Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2008 et imposant des garanties financières à la société KITA CHROME sur le territoire de la Commune de St- Jean - d'Heurs	178
---	-----

## **63 - DRFIP**

### **63 - Division Affaires Juridiques**

Autre - Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts. ....	191
--	-----

## **63 - Préfecture**

### **63 - DCTE**

Arrêté N °2014217-0013 - AP du 5 août 2014 portant sur la modification des articles 4 et 5 des statuts du syndicat mixte du Parc naturel régional des volcans d'Auvergne, ainsi que sur sa composition .....	193
--	-----

### **63 - Direction de la réglementation**

Arrêté N °2014218-0001 - DEROGATION HORAIRE DEBITS DE BOISSONS - THE STILL IRISH BAR .....	197
--	-----

### **63 - Secrétariat Général**

Arrêté N °2014217-0005 - Arrêté préfectoral du 5 août 2014 instituant le Comité Local des Usagers pour la démarche Qualipref. ....	199
--	-----

## **Direction Departementale des Territoires du cantal**

Arrêté N °2014206-0037 - Arrêté N °2014-0977 du 25 juillet 2014 instituant la commission locale de l'eau du SAGE Alagnon et fixant sa composition .....	203
---	-----





PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014203-0007**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 22 Juillet 2014**

**63 - ARS  
63 - Ars DT 63**

décision portant désignation d'un  
administrateur provisoire pour la gestion de  
l'EHPAD Le Bosquet à Ennezat



## DECISION

portant désignation d'un administrateur provisoire pour la gestion de l'EHPAD « Le Bosquet » à Ennezat

**Le Directeur général de l'ARS  
d'Auvergne**

**Le Président du Conseil Général  
du Puy de Dôme**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.313-14 et R.331-6 et R.331-7 ;

VU l'article 24 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrateurs ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination de M. François DUMUIS en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé d'Auvergne ;

VU le rapport d'inspection définitif relatif à l'EHPAD « Le Bosquet » à Ennezat notifié le 17 juin 2014 ;

VU le courrier conjoint d'injonctions du Président du Conseil général et du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé du 17 juin 2014 ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions techniques minimales d'installation, d'organisation et de fonctionnement de l'EHPAD « Le Bosquet » à Ennezat ont fait l'objet de constat de dysfonctionnements ;

**CONSIDÉRANT** les difficultés financières susceptibles de compromettre la pérennité de l'EHPAD ;

**CONSIDÉRANT** que ces dysfonctionnements sont susceptibles d'affecter la prise en charge des usagers et le respect de leurs droits et sont de nature à menacer ou compromettre la santé, la sécurité ou le bien être moral ou physique des résidents ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de sécuriser la prise en charge des personnes âgées résidant dans cette structure pendant la période nécessaire à la restauration d'un fonctionnement normal conforme aux règles d'organisation et de fonctionnement des établissements médico-sociaux tel que prévu et organisé par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de direction depuis le 04 mars 2014 ;

**CONSIDÉRANT** que par courrier du 1er juillet 2014, le Président du CIAS précise qu'au regard de sa récente prise de fonction, il lui est impossible de répondre à l'ensemble des injonctions du rapport définitif dans le délai imparti et qu'il est prêt à accepter la désignation d'un administrateur provisoire ;

**CONSIDÉRANT** l'accord de M. PEZECHKE pour assurer la mission d'administration provisoire de l'EHPAD « Le Bosquet » à ENNEZAT dans les conditions prévues au CASF ;

**SUR** proposition conjointe de Monsieur le Directeur Général de l'ARS d'Auvergne et de Monsieur le Président du Conseil général du Puy-de-Dôme ;

## **DECIDENT**

**ARTICLE 1** : Monsieur Christian PEZECHKE Directeur des EHPAD « Les Tilleuls » à RANDAN et « L'Ombelle » à Maringues est nommé administrateur provisoire de l'EHPAD « Le Bosquet » à Ennezat pour une durée de 6 mois à compter de la notification de la présente décision.  
Son mandat est exercé au nom du directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne et du Président du Conseil général du Puy-de-Dôme. Ce dernier pourra si besoin être renouvelé une fois dans la limite de 12 mois.

**ARTICLE 2** : Monsieur Christian PEZECHKE agira dans le cadre des pouvoirs et conformément aux articles du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Il aura pour mission générale d'accomplir tous les actes d'administration nécessaires au fonctionnement et garantissant une gestion financière respectant la réglementation budgétaire et comptable en vigueur, ainsi que les mesures urgentes exigées pour la sécurité des personnes hébergées et accompagnées.

Monsieur Christian PEZECHKE prendra immédiatement toutes les mesures conservatoires permettant d'assurer des conditions de prise en charge des personnes hébergées au regard de la réglementation qui s'applique.

A ce titre, il disposera de tous les pouvoirs en matière d'engagement juridique, de gestion comptable et financière des établissements ainsi que de gestion des personnels.

Il a à sa disposition l'ensemble des locaux et du personnel des établissements et services ainsi que les fonds de l'établissement.

La personne morale gestionnaire de l'établissement est tenue de lui remettre le registre codé et paraphé prévu à l'article L.331-2, les dossiers des pensionnaires, les livres de comptabilité et l'état des stocks.

L'administrateur provisoire est habilité à recouvrer les créances et à acquitter les dettes de l'établissement.

**ARTICLE 3 :** Lors de cette mission, il veillera plus particulièrement au nom du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne et du Président du Conseil général du Puy-de-Dôme et pour le compte de l'EHPAD « Le Bosquet » à Ennezat à :

- sécuriser le fonctionnement de l'établissement par la réalisation d'actes d'administration et de gestion nécessaires, et notamment toute mesure urgente ou conservatoire permettant de préserver la sécurité et la santé des personnes hébergées, ainsi que la définition précise de mise à disposition des locaux et des conditions ;
- procéder à toutes les mesures nécessaires au recrutement d'un directeur
- remédier aux déséquilibres et aux dysfonctionnements financiers constatés
- produire un plan de retour à l'équilibre réaliste
- procéder, à toutes les mesures liées à la gestion des personnels, notamment et le cas échéant à des modifications de fiches de poste, à la mise à disposition ou à la mutation des personnels, à des recrutements, si ces mesures sont urgentes ou nécessaires, afin de mettre fin aux dysfonctionnements ou irrégularités constatés et de rétablir les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement de l'établissement.

**ARTICLE 4 :** Lors de cette mission, l'administrateur provisoire veillera également au nom du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne et du Président du Conseil général du Puy-de-Dôme et pour le compte de l'EHPAD à rechercher la forme d'administration et de gestion administrative, financière et managériale dans des conditions permettant de le pérenniser, au vu du bilan qu'il aura dressé sur la situation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Christian PEZECHKE devra remettre à Monsieur le Directeur Général de l'A.R.S. Auvergne et Monsieur le Président du Conseil général du Puy-de-Dôme :

- 15 jours après l'ouverture de son mandat de 6 mois : une note de situation préliminaire, comprenant notamment un état des lieux de la situation de l'institution,
- à mi-parcours, soit à 3 mois : un rapport d'étape retraçant le bilan de son action,
- à l'issue de son mandat de 6 mois, un rapport retraçant le bilan de son action et plus précisément : un état des lieux de la situation des institutions, les mesures prises, les difficultés rencontrées et celles qui demeurent. De plus, ce rapport devra comporter des hypothèses pouvant être envisagées comme évoquées ci-dessus pour assurer la pérennité de l'EHPAD dans des conditions satisfaisantes, au plan de la qualité de la prise en charge des usagers ainsi qu'au niveau de l'organisation, de la gestion administrative, financière et managériale.

**ARTICLE 6 :** La rémunération de l'administrateur provisoire (dont l'indice net majoré est de 783) est à la charge du budget de l'établissement au prorata temporis des fonctions de direction, selon les conditions prévues pour les directeurs d'hôpital relevant du statut de la fonction publique hospitalière.

En outre, l'intéressé sera remboursé de la totalité des frais engagés au titre de ses déplacements.

L'ensemble de ces indemnités et frais seront à la charge de la structure sur présentation des justificatifs. Pour l'assister dans cette mission, Monsieur Christian PEZECHKE contracte une assurance couvrant les conséquences financières de sa responsabilité conformément aux dispositions de l'article L.814-5 du Code de Commerce. Cette dernière est prise en charge dans les mêmes conditions que la rémunération.

**ARTICLE 7 :** La présente décision sera notifiée sous pli recommandé avec demande d'accusé de réception à Monsieur le Président du CIAS « Limagne d'Ennezat ».

**ARTICLE 8 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne et Monsieur le Président du Conseil général du Puy-de-Dôme, et/ ou d'un recours administratif auprès du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général Adjoint de l'A.R.S. Auvergne,  
Monsieur le Président du Conseil général du Puy-de-Dôme,  
Monsieur le Directeur de l'Offre Médico-Sociale et de l'Autonomie,  
Monsieur le Délégué Territorial du Puy-de-Dôme,  
Monsieur le Directeur Général des Services du Département,  
Monsieur le Directeur Général de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département,  
sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché à la mairie d'Ennezat, commune d'implantation de l'établissement concerné.

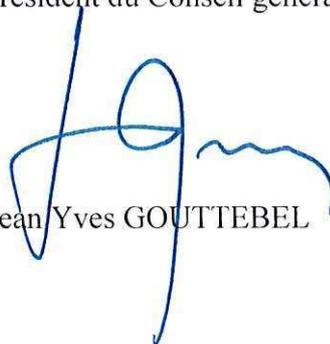
Clermont-Ferrand, le 22 JUIL. 2014

Le Directeur général  
de l'ARS,



François DUMUIS

Le Président du Conseil général,



Jean Yves GOUTTEBEL



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 10 Juin 2014**

**63 - ARS  
63 - Ars DT 63**

annexe de l'arrêté DT 63 - arrêté 2014 -112

Clermont-Ferrand, le

10 JUIN 2014

**ANNEXE DE L'ARRÊTÉ DT 63 -Arrêté 2014 - 112**

**ENTREPRISE :** EUROPE AMBULANCES, gérée par Messieurs GODENECHÉ  
et BRENGER

**Adresse :** 23 bis, Avenue Massenet – 63400 CHAMALIERES – Tél. 04.73.37.98.41

**Numéro d'agrément :** 225

**MOYENS DONT DISPOSE L'ENTREPRISE**

**Ambulances**

- . RENAULT n° AC-067-RF
- . RENAULT n° AG-671-DE
- . RENAULT n° CA-259-JB
- . PEUGEOT n° AQ-404-PJ

**V.S.L.**

- SEAT n° BF-123-WM
- PEUGEOT n° BR-330-FW
- PEUGEOT n° BX-085-YM
- RENAULT n° AB-117-WY

**PERSONNEL :**

- . Monsieur GODENECHÉ Michaël, titulaire du C.C.A.
- . Monsieur JADEAU Patrice, titulaire du C.C.A.
- . Monsieur BRENGER Yannick, titulaire de l'A.F.G.S.U.2
- . Madame VAISSIERE Dominique, titulaire de l'A.F.P.S.
- . Madame FAYET Anne, titulaire de l'A.F.G.S.U.2
- . Madame MONTBABUT Audrey, titulaire du diplôme d'Ambulancier
- . Madame MANRY Christelle, titulaire du D.E.A.
- . Madame HERNANDEZ Malaurie, titulaire du D.E.A.
- . Monsieur ALTMAN Yoël, titulaire du D.E.A.
- . Monsieur DEMAURAS Mikaël, titulaire de l'A.F.G.S.U.2
- . Monsieur BRILLOT Yann, titulaire du D.E.A.
- . Monsieur LAGRANGE Frédéric, titulaire du diplôme d'Auxiliaire Ambulancier
- . Madame SENETAIRE Samuelle, titulaire du diplôme d'Auxiliaire Ambulancier
- . Monsieur ROPERS Nicolas, titulaire du diplôme d'Auxiliaire Ambulancier.

P/LE DELEGUE TERRITORIAL,  
LE CHEF DE BUREAU,

  
Marie-Laure PORTRAT



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 24 Juin 2014**

**63 - ARS  
63 - Ars DT 63**

arrêté 2014 - 265 portant désignation de M.  
Thierry Jacques KIREMIDJIAN pour assurer  
l'intérim des fonctions de direction de  
l'EHPAD de Tauves

**ARRETE 2014 - 265 PORTANT DESIGNATION DE  
Monsieur Thierry Jacques KIREMIDJIAN  
pour assurer l'intérim des fonctions de direction  
de l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes  
de TAUVES**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE  
L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AUVERGNE**

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 313-13 et L 313-14,

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret 2012-737 du 9 mai 2012 modifiant le décret du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico sociaux,

VU l'arrêté du 26 décembre 2007 portant application du décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret n°2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière,

VU l'arrêté du 9 mai 2012 fixant la liste des indemnités relevant des exceptions prévues à l'article 7 du décret 2012-749 relatif à la prime de fonctions et de résultats,

VU l'arrêté 2014-266 mettant fin à l'intérim des fonctions de direction de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de TAUVES assuré par Monsieur Jean Gilles GIRAUDET au 30 juin 2014;

VU l'avis du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé du Limousin;

SUR proposition du Délégué Territorial du Puy de Dôme,

### ARRETE

**Article 1** – Monsieur Thierry Jacques KIREMIDJIAN est chargé d'assurer l'intérim des fonctions de direction de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de TAUVES à compter du 1er juillet 2014.

**Article 2** – Dans le cadre de cette mission d'intérim, Monsieur Thierry Jacques KIREMIDJIAN bénéficiera d'un complément exceptionnel de la part liée aux résultats de sa prime de fonction et de résultat.

**Article 3** – Tout recours susceptible d'être formé contre le présent arrêté devra l'être devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 4** – Monsieur le Délégué Territorial du Puy-de-Dôme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy de Dôme.

Fait à Clermont- Ferrand, le 24 juin 2014

Le Directeur Général

François Dumuis



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 24 Juin 2014**

**63 - ARS  
63 - Ars DT 63**

arrêté 2014 - 266 mettant fin à l'intérim des  
fonctions de direction de l'EHPAD de Tauves  
assuré par M. Jean Gilles GIRAUDET

**ARRETE - 2014 - 266 METTANT FIN**  
**à l'intérim des fonctions de direction**  
**de l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes**  
**de TAUVES assuré par**  
**Monsieur Jean Gilles GIRAUDET**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE**  
**L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'Auvergne**

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 313-13 et L 313-14,

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret 2012-737 du 9 mai 2012 modifiant le décret du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico sociaux,

VU l'arrêté du 26 décembre 2007 portant application du décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret n°2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière,

VU l'arrêté du 9 mai 2012 fixant la liste des indemnités relevant des exceptions prévues à l'article 7 du décret 2012-749 relatif à la prime de fonctions et de résultats,

VU l'arrêté DT 63 – 2013 – 131 portant désignation de Monsieur Jean Gilles GIRAUDET pour assurer l'intérim des fonctions de direction de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de TAUVES à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013 ;

SUR proposition du Délégué Territorial du Puy de Dôme,

### ARRETE

**Article 1** – Il est mis fin à l'intérim des fonctions de direction de Monsieur Jean Gilles GIRAUDET à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de TAUVES au 30 juin 2014.

**Article 2** – Tout recours susceptible d'être formé contre le présent arrêté devra l'être devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 3** – Monsieur le Délégué Territorial du Puy-de-Dôme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy de Dôme

Fait à Clermont- Ferrand, le 24 juin 2014

  
Le Directeur Général

  
François Dumuis



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 10 Juin 2014**

**63 - ARS  
63 - Ars DT 63**

arrêté agrément transports sanitaires Europe  
ambulances à Chamalières

LE DELEGUE TERRITORIAL

**DT 63 – Arrêté 2014 - 112**

VU les articles L 6312-1 à L 6313-1 et R 6312-1 à R 6314-6 du Code de la Santé Publique.

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé,

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la Loi n° 2009-879 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires.

VU le décret n° 2012-1331 du 29 novembre 2012 modifiant certaines dispositions réglementaires prises en application de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

VU l'Arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres.

VU l'Arrêté DT 63-2013-172 du 22 octobre 2013 relatif à l'agrément de l'entreprise de transports sanitaires SARL EUROPE AMBULANCES, gérée par Messieurs GODENECHÉ Michaël et BRENGER Yannick à CHAMALIERES : 23 bis Avenue Massenet.

**CONSIDERANT** l'acquisition du nouveau véhicule V.S.L. SEAT immatriculé n° BF-123-WM à compter du 20 mai 2014, appartenant à l'entreprise ALPHA AMBULANCES AIGUEPERSE à ST GENES DU RETZ.

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'annexe de l'Arrêté DT-63 2013-172 est modifiée pour prendre en compte le véhicule V.S.L. SEAT immatriculé n° BF-123-WM dans le parc automobile de l'entreprise SARL EUROPE AMBULANCE à CHAMALIERES.

**ARTICLE 2 :** Les moyens autorisés sont ceux qui figurent à l'annexe du présent Arrêté.

Agil en Semble pour la santé de tous

Adresse : 60 avenue de l'Union Soviétique - 63057 Clermont-Ferrand cedex 01

Tél : 04 73 74 49 00 – courriel : ars-auvergne-secretanat-direction@ars.sante.fr - site : www.ars.auvergne.sante.fr

**ARTICLE 3 :** Toute modification de ces moyens devra être portée à la connaissance de Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé, afin, qu'après toutes vérifications qu'il jugera utile de diligenter, il procède à la modification de ladite annexe.

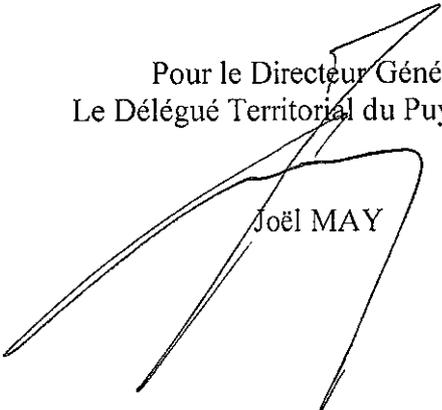
**ARTICLE 4 :** Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

**ARTICLE 5 :** Cet Arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Clermont-Ferrand, le 10 JUIN 2014

Pour le Directeur Général,  
Le Délégué Territorial du Puy-de-Dôme,

Joël MAY





PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 21 Juillet 2014**

**63 - ARS  
63 - Ars DT 63**

arrêté Dgars n ° 2014-321 fixant les ressources assurance maladie versées au CHU de Clermont- Ferrand pour l'année 2014 au titre du FIR.

## Arrêté n° 2014 - 321

fixant les ressources d'assurance maladie versées  
au C.H.U. de Clermont-Ferrand pour l'année 2014

FINESS Etablissement : 630780989  
Budget principal

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne,**

**Vu** la loi organique n°2011-692 du 1er août 2001 relative aux lois de financement;

**Vu** la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique;

**Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires;

**Vu** la loi n° 2013-1203 du 13 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 ;

**Vu** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié ;

**Vu** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, et R.162-43 et L.174-1 ;

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-9, L. 1435-10 et R. 1435-25 et R.6145-26 ;

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-8 et des articles R1435-16 à R1435-22 du code de la santé publique ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé;

**Vu** le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé;

**Vu** l'Arrêté du 27 février 2012 fixant la liste et les conditions de versement des aides individuelles, des prestations et des compléments de rémunération financés par le fonds d'intervention régional en application du 3o de l'article R. 1435-19 du code de la santé publique;

**Vu** l'Arrêté du 27 février 2012 fixant la nature des charges relatives à la permanence des soins en établissement de santé financées par le fonds d'intervention régional en application de l'article R.6112-28 du code de la santé publique;

**Vu** l'arrêté du 31 mars 2014 fixant pour l'année 2014 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé,

**Vu** l'arrêté du 31 mars 2014 fixant pour l'année 2014 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale

Vu les circulaires n°2014-96 du 31 mars 2014 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional pour 2014;

## ARRETE

**Article 1 -** Le montant de la somme attribuée au titre du fonds d'intervention régional, **pour les actions autres que la PDSSES**, en application des alinéas 2 et 6 de l'article L. 1435-8 et du 6° alinéa de l'article R.1435-17 et des 2° et 3° alinéa de l'article R. 1435-20 du code de la santé publique, pour l'exercice 2014, est fixée à :

	<i>pour la période</i>	<i>Ligne imputation</i>
CDAG	du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1110
Centre périnatal de proximité CPP	du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1120
Education thérapeutique (ETP)	<b>1 540 886 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 324
Les structures de prise en charge des adolescents	<b>153 050 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1130
COREVIH	<b>220 598 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1240
Equipes hospitalières de liaison en addictologie	<b>78 765 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1220
Equipes mobiles de soins palliatifs	<b>370 204 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1211
Equipes ressources régionales de soins palliatifs pédiatriques	<b>130 000 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1212
Les actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie	<b>489 924 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1310
L'emploi de psychologues ou d'assistantes sociales	<b>617 931 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 1320
Consultations mémoires	<b>806 316 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 230
Equipes mobiles de gériatrie	<b>608 458 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 210
AC - Développement d'activité	<b>191 220 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 41
AC - Amélioration de l'offre	<b>1 169 497 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 43
AC - Restructuration et soutien financier	<b>2 000 000 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 44
AC - Investissement hors plans nationaux	<b>1 327 103 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 45
AC Autres	<b>257 700 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 41 48
Réseaux de télésanté, notamment la télémedecine	<b>69 472 €</b> du 01/01 au 31/12/2014	657 213 45
Correspondants de SAMU	du 01/01 au 31/12/2014	657 213 472

**Article 2 -** **Pour la PDSSES**, Le montant de la somme attribué au titre du fonds d'intervention régional, en application du 1er alinéa de l'article L. 1435-8 et du 1er alinéa de l'article R. 1435-16 du code de la santé publique, en vue du financement de la permanence des soins en établissement de santé est fixé à : **6 262 875 €** du 01/01 au 31/12/2014 65611132210

**Article 3 -** La caisse primaire d'assurance maladie destinataire de la présente décision, procédera aux opérations de paiement.

**agir en Semble pour la santé de tous**

Adresse : 60, avenue de l'Union Soviétique – 63057 Clermont-Ferrand cedex 01

Tél. : 04.73.74.49.00 – courriel : ars-auvergne-secretariat-direction@ars.sante.fr – site : www.ars.auvergne.sante.fr

L'Agence Régionale de Santé est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle des ministres chargés de la santé, de l'assurance-maladie, des personnes âgées et des personnes handicapées

Autre - 11/08/2014

Page 19

- Article 4 -** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au :  
**Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale - Palais des Juridictions  
Administratives - 184 Rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03**  
dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.
- Article 5 -** Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Directeur Général du C.H.U. de Clermont-Ferrand, ainsi qu'à toutes personnes intéressées, et publié au recueil des actes administratifs du Puy de Dôme.
- Article 6 -** Monsieur Le Délégué territorial du Puy de Dôme et Monsieur le Directeur Général du C.H.U. de Clermont-Ferrand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont Ferrand, le 21 juillet 2014

Le Directeur Général de l'A R S Auvergne



François DUMUIS



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 03 Juillet 2014**

**63 - ARS  
63 - Ars DT 63**

arrêté portant désignation de Mme Catherine  
BARTHE MONTAGNE pour assurer l'intérim  
des fonctions de direction de l'EHPAD Le  
Cèdre à Pont du Château

**ARRETE DT 63 - 2014 - 142 PORTANT DESIGNATION DE  
Madame Catherine BARTHE MONTAGNE  
pour assurer l'intérim des fonctions de direction  
de l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes  
« Le Cèdre » à PONT DU CHATEAU**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE  
L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AUVERGNE**

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 313-13 et L 313-14,

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret 2012-737 du 9 mai 2012 modifiant le décret du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico sociaux,

VU l'arrêté du 26 décembre 2007 portant application du décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,

VU le décret n°2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière,

VU l'arrêté du 9 mai 2012 fixant la liste des indemnités relevant des exceptions prévues à l'article 7 du décret 2012-749 relatif à la prime de fonctions et de résultats,

VU le courrier de Mme Sylvie PLATON en date du 8 avril 2014 (reçue le 30 juin 2014) sollicitant sa mise en disponibilité pour convenances personnelles à compter du 22 décembre 2014;

VU le courrier de Mme Sylvie PLATON en date du 2 mai 2014 sollicitant ses soldes de congés et de compte épargne temps à compter du 14 juillet 2014,

VU les avis des présidents des conseils d'administration ;

SUR proposition du Délégué Territorial du Puy de Dôme,

### ARRETE

**Article 1** – Madame Catherine BARTHE MONTAGNE, directrice de l'EHPAD de Culhat, est chargée d'assurer l'intérim des fonctions de direction de l'EHPAD Le Cèdre à Pont du Château à compter du 21 juillet 2014.

**Article 2** Dans le cadre de cette mission d'intérim, Madame Catherine BARTHE MONTAGNE bénéficiera d'un complément exceptionnel de la part liée aux résultats de sa prime de fonction et de résultat.

**Article 3** – Tout recours susceptible d'être formé contre le présent arrêté devra l'être devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 4** – Monsieur le Délégué Territorial du Puy-de-Dôme, Messieurs les Présidents des Conseils d'Administration des EHPAD Groisne Constance à Culhat et Le Cèdre à Pont du Château sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy de Dôme.

Fait à Clermont- Ferrand, le 3 juillet 2014

Le Délégué Territorial

Joël MAY



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014218-0003**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 06 Août 2014**

**63 - DDT**  
**63 - DDT SEEF**

Arrêté préfectoral portant approbation du plan de gestion cynégétique du GIC de l'Ambène et définissant les limites du périmètre de gestion du lièvre



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY DE DOME

**ARRÊTÉ**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

**SERVICE EAU, ENVIRONNEMENT ET FORÊT**

portant approbation du plan de gestion  
cynégétique du GIC de l'Ambène et  
définissant les limites du périmètre de  
gestion du lièvre

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté ministériel du 19 mars 1986 relatif aux plans de gestion cynégétiques approuvés,

VU la demande présentée par *le GIC de l'Ambène*,

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 11 juillet 2014,

VU l'avis de la Fédération Départementale des Chasseurs du Puy-de-Dôme,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'engager une gestion rationnelle des populations de lièvre afin de favoriser leur développement sur les territoires des associations précitées,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Le plan de gestion cynégétique de l'espèce « lièvre d'Europe » élaboré par le GIC de l'Ambène est approuvé pour une période de trois saisons cynégétiques consécutives, de la saison 2014-2015 à la saison 2016-2017.

**ARTICLE 2 :**

Le plan de gestion cynégétique est mis en œuvre selon les modalités suivantes :

1. Mise en place d'une méthode de suivi de la population de lièvre (indice kilométrique d'abondance et/ou échantillonnage par point) sur la totalité du périmètre du GIC.
2. Application de quotas cynégétiques concertés pour les sociétés de chasse adhérentes au GIC.
3. Détermination d'une période de chasse du lièvre commune sur la totalité du périmètre de gestion.
4. Mise en place de suivi des prélèvements annuels (récolte des pattes avant).

### ARTICLE 3 :

Les limites du périmètre de gestion figurent sur le plan joint en annexe au présent arrêté et sont définies ainsi qu'il suit :

Communes concernées	Zone réglementée : territoires des sociétés de chasse suivantes
CELLULE	Société de chasse communale
CLERLANDE	Société de chasse communale
DAVAYAT	Société de chasse communale
PESSAT VILLENEUVE	Société de chasse communale
RIOM	Société de chasse communale
ST BONNET PRÈS RIOM	Société de chasse communale
VARENNE SUR MORGE	Société de chasse communale

### ARTICLE 4:

le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
le Directeur Départemental des Territoires,  
le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs,  
le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,  
les Lieutenants de Louveterie,  
les gardes-particuliers assermentés,  
messieurs les maires des communes concernées, et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les communes concernées du Puy-de-Dôme par les soins des maires et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

06 AOUT 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Thierry SUQUET

#### Voies et délais de recours :

La contestation du présent arrêté est possible, dans le délai de deux mois de sa publication, soit par recours gracieux auprès du Préfet, soit par recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, soit par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

# Périmètre de gestion : GIC de l'Ambène



1:60 000

Bd carto - Service technique FDC 63 - Béangère GROSBETY - Août 2011  
Arrêté N°2014218-0003 - 11/08/2014



Page 27



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014218-0004**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 06 Août 2014**

**63 - DDT**  
**63 - DDT SEEF**

Arrêté préfectoral portant approbation d'un plan de gestion cynégétique des Combrailles Est et définissant les limites du périmètre de gestion du lièvre



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY DE DÔME

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

**SERVICE EAU, ENVIRONNEMENT ET FORÊT**

**ARRÊTÉ**

portant approbation d'un plan de gestion  
cynégétique des Combrailles Est et  
définissant les limites du périmètre de  
gestion du lièvre

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté ministériel du 19 mars 1986 relatif aux plans de gestion cynégétiques approuvés,

VU la demande présentée par les sociétés de chasse des Combrailles Est,

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 11 juillet 2014,

VU l'avis de la Fédération Départementale des Chasseurs du Puy-de-Dôme,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'engager une gestion rationnelle des populations de lièvre afin de favoriser leur développement sur les territoires des associations précitées,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Le plan de gestion cynégétique de l'espèce « lièvre d'Europe » élaboré par les sociétés de chasse des Combrailles Est est approuvé pour une période de trois saisons cynégétiques consécutives, de la saison 2014-2015 à la saison 2016-2017.

**ARTICLE 2 :**

Le plan de gestion cynégétique est mis en œuvre selon les modalités suivantes :

1. Mise en place d'une méthode de suivi de la population de lièvre (indice kilométrique d'abondance et/ou échantillonnage par point) sur la totalité du périmètre des sociétés de chasse adhérentes.
2. Application de quotas cynégétiques concertés pour chaque société de chasse adhérente.
3. Détermination d'une période de chasse du lièvre commune sur la totalité du périmètre de gestion ne débutant qu'en octobre.
4. Mise en place de suivi des prélèvements annuels (tableaux de chasse, récolte des pattes avant).

### ARTICLE 3 :

Les limites du périmètre de gestion figurent sur le plan joint en annexe au présent arrêté et sont définies ainsi qu'il suit :

Communes concernées	Zone réglementée : territoires des sociétés de chasse suivantes
BLOT L'ÉGLISE	Société de chasse communale "Gourlanges Valmort"
CHARBONNIERES LES VIEILLES	Société de chasse communale
CHATELGUYON	"St Hippolyte"
ENVAL	Société de chasse communale
JOSEMAND	Société de chasse communale
LOUBEYRAT	Société de chasse communale
MANZAT	Société de chasse communale "Laty"
MARCILLAT	ACCA
POUZOL	Société de chasse communale
PULVERIERES	Société de chasse communale
SERVANT	Société de chasse communale
ST ANGEL	Société de chasse communale
ST GAL SUR SIOULE	Société de chasse communale
ST HILAIRE LA CROIX	Société de chasse communale "Sauvegarde Agriculture Chasse"
ST PARDOUX	Société de chasse communale "Isserteaux (St Pardoux)"
TEILHEDE	Société de chasse communale
VITRAC	Société de chasse communale

### ARTICLE 4:

le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
le Directeur Départemental des Territoires,  
le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs,  
le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,  
les Lieutenants de Louveterie,  
les gardes-particuliers assermentés,  
messieurs les maires des communes concernées, et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les communes concernées du Puy-de-Dôme par les soins des maires et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 06 AOUT 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Thierry SUQUET

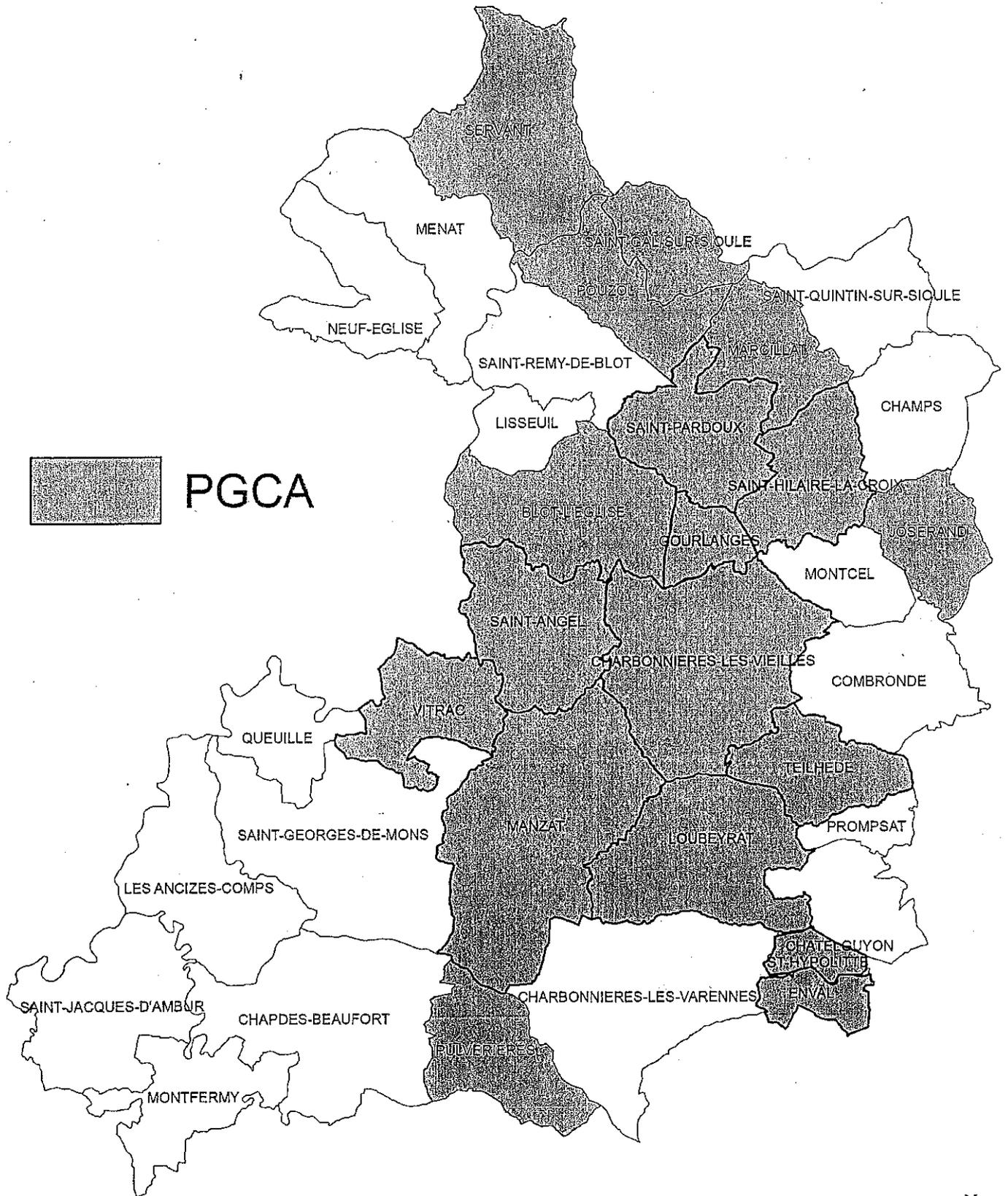
#### Voies et délais de recours :

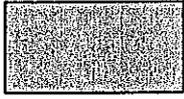
La contestation du présent arrêté est possible, dans le délai de deux mois de sa publication, soit par recours gracieux auprès du Préfet, soit par recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, soit par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

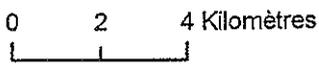
# UNITE DE GESTION DES COMBRAILLES-EST

RENOUVELLEMENT DU PGCA LIEVRE 2014/2016

SUPERFICIE CHASSABLE : 25 000 Ha



 PGCA



Service Technique FDC 63 Pascal CREGU JUILLET 2014





PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014218-0006**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 06 Août 2014**

**63 - DDT**  
**63 - DDT SEEF**

Arrêté préfectoral portant approbation du plan de gestion cynégétique de l'association de gestion de la Limagne Nord et définissant les limites du périmètre de gestion du lièvre



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY DE DÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE EAU, ENVIRONNEMENT ET FORÊT

**ARRÊTÉ**

portant approbation du plan de gestion  
cynégétique de l'association de gestion de la  
Limagne Nord et définissant les limites du  
périmètre de gestion du lièvre

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté ministériel du 19 mars 1986 relatif aux plans de gestion cynégétiques approuvés,

VU la demande présentée par *l'association de gestion de la Limagne Nord*,

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 11 juillet 2014,

VU l'avis de la Fédération Départementale des Chasseurs du Puy-de-Dôme,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'engager une gestion rationnelle des populations de lièvre afin de favoriser leur développement sur les territoires des associations précitées,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Le plan de gestion cynégétique de l'espèce « lièvre d'Europe » élaboré par l'association de gestion de la Limagne Nord est approuvé pour une période de trois saisons cynégétiques consécutives, de la saison 2014-2015 à la saison 2016-2017.

**ARTICLE 2 :**

Le plan de gestion cynégétique est mis en œuvre selon les modalités suivantes :

1. Mise en place d'une méthode de suivi de la population de lièvre (indice kilométrique d'abondance et/ou échantillonnage par point) sur la totalité du périmètre de l'association.
2. Application de quotas cynégétiques concertés pour les sociétés de chasse adhérentes à l'association.
3. Détermination d'une période de chasse du lièvre commune sur la totalité du périmètre de gestion.
4. Mise en place de suivi des prélèvements annuels (récolte des pattes avant).

### ARTICLE 3 :

Les limites du périmètre de gestion figurent sur le plan joint en annexe au présent arrêté et sont définies ainsi qu'il suit :

Communes concernées	Zone réglementée : territoires des sociétés de chasse suivantes
AIGUEPERSE	Société de chasse communale
ARTONNE	Société de chasse communale
AUBIAT	Société de chasse communale
CHAPTUZAT	Société de chasse communale
LE CHEIX SUR MORGE	Société de chasse communale
MONTPENSIER	Société de chasse communale
ST AGOULIN	Société de chasse communale
ST GENES DU RETZ	Société de chasse communale
ST MYON	Société de chasse communale
VENSAT	"La Chapelle de Vensat" "D' Amarzit Christiane"

### ARTICLE 4:

le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
le Directeur Départemental des Territoires,  
le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs,  
le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,  
les Lieutenants de Louveterie,  
les gardes-particuliers assermentés,  
messieurs les maires des communes concernées, et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les communes concernées du Puy-de-Dôme par les soins des maires et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

**06 AOUT 2014**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

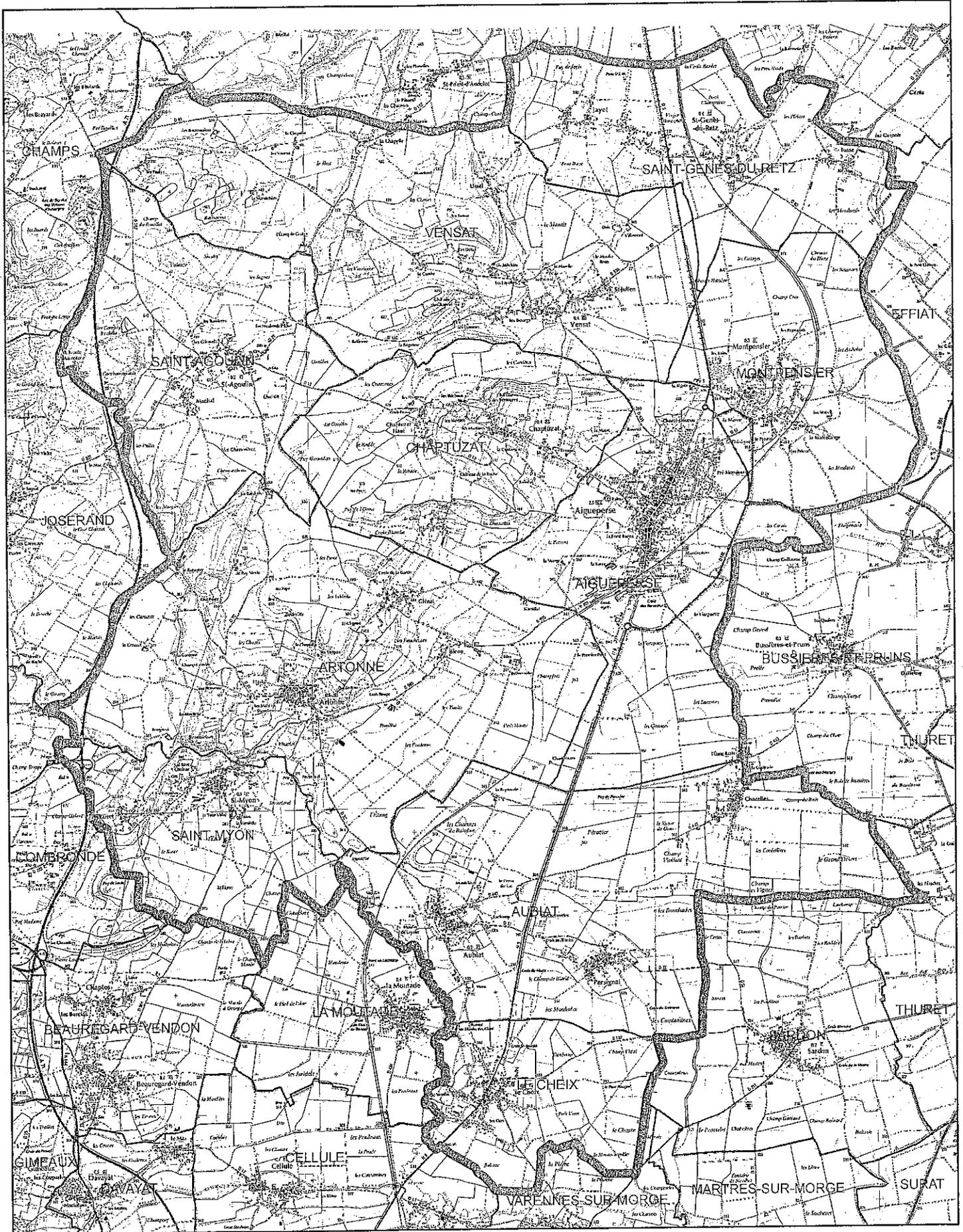


Thierry SUQUET

#### Voies et délais de recours :

La contestation du présent arrêté est possible, dans le délai de deux mois de sa publication, soit par recours gracieux auprès du Préfet, soit par recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, soit par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

# Périmètre de gestion : Association de gestion Limagne Nord





PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014218-0009**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 06 Août 2014**

**63 - DDT**  
**63 - DDT SEEF**

Arrêté préfectoral portant approbation du plan  
de gestion du groupement d'intérêt  
cynégétique de la Région de Lezoux



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY DE DÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE EAU, ENVIRONNEMENT ET FORÊT

**ARRÊTÉ**

*portant approbation d'un plan de gestion  
cynégétique et définissant les limites du périmètre  
de gestion du groupement d'intérêt cynégétique  
de la Région de Lezoux*

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté ministériel du 19 mars 1986 relatif aux plans de gestion cynégétiques approuvés,

VU la demande présentée par *le groupement d'intérêt cynégétique de la Région de Lezoux*,

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 11 juillet 2014,

VU l'avis de la Fédération Départementale des Chasseurs du Puy-de-Dôme,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'engager une gestion rationnelle des populations de lièvre afin de favoriser leur développement sur les territoires des associations précitées,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Le plan de gestion cynégétique de l'espèce « lièvre d'Europe » élaboré par le groupement d'intérêt cynégétique de la Région de Lezoux est approuvé pour une période de trois saisons cynégétiques consécutives, de la saison 2014/2015 à la saison 2016/2017.

**ARTICLE 2 :**

Les limites du périmètre de gestion figurent sur le plan joint en annexe au présent arrêté et sont définies ainsi qu'il suit :

**Sous unité de plaine** au sud de l'A89 :

- Communes de Lempty, Lezoux et Seychalles

**Sous unité de bocage** à l'Ouest de la vallée de la Dore :

- Communes de Culhat, Bulhon, Lezoux, Dorat, Orléat, St Jean d'Heurs, Peschadoires, Néronde sur Dore et Courpière.
- Hors société privée des Genestoux (communes de Nérondes sur Dore et Peschadoires) dont les limites du territoire doivent être matérialisées.

Sous unité de montagne à l'Est de la vallée de la Dore :

- Communes de Ris, Puy Guillaume, Pashières, Noalhat, Dorat, Thiers et Escoutoux.

**ARTICLE 3 :**

Le plan de gestion cynégétique est mis en œuvre selon les modalités suivantes :

1. Mise en place d'une méthode de suivi de la population de lièvre (indice kilométrique d'abondance) sur la totalité du périmètre de l'association
2. Détermination d'une période de chasse du lièvre commune sur l'ensemble du périmètre du groupement. Tir autorisé uniquement en octobre.
3. Application d'un prélèvement maximum autorisé de lièvre par chasseur pour les sociétés de chasse adhérentes à l'association.
4. Mise en place de suivi des prélèvements annuels de lièvre (cartes de prélèvements).

**ARTICLE 4:**

le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
le Directeur Départemental des Territoires,  
le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs,  
le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,  
les Lieutenants de Louveterie,  
les gardes-particuliers assermentés,  
messieurs les maires des communes concernées, et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les communes concernées du Puy-de-Dôme par les soins des maires et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

06 AOUT 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

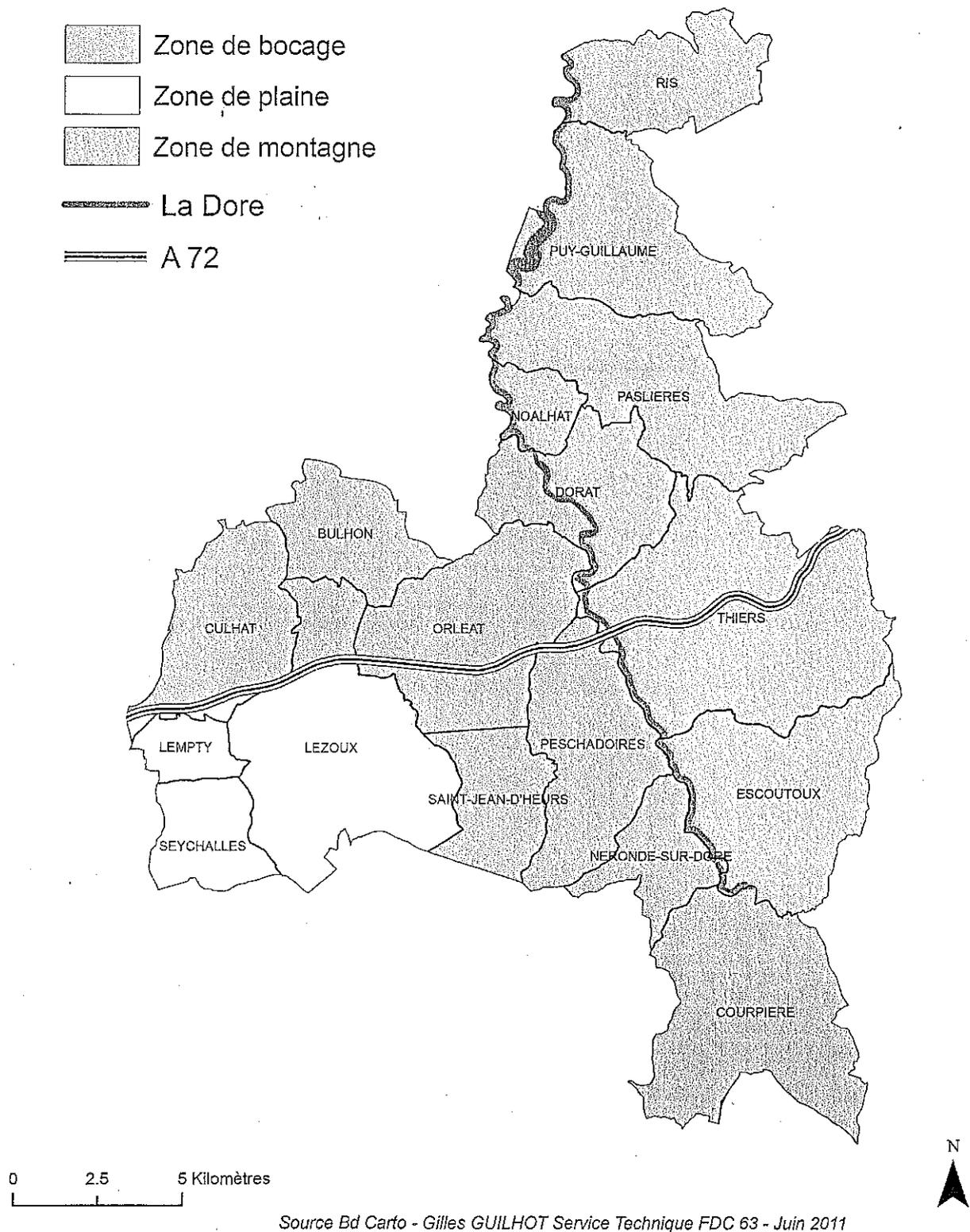
  
Thierry SUQUET

Voies et délais de recours :

La contestation du présent arrêté est possible, dans le délai de deux mois de sa publication, soit par recours gracieux auprès du Préfet, soit par recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, soit par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

# GROUPEMENT D'INTERET CYNEGETIQUE DE LEZOUX

## Périmètre de gestion lièvre





PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 04 Août 2014**

**63 - DIRECCTE  
63 - UT 63**

arrêté portant modification de l'agrément d'un  
organisme de services à la personne délivré  
sous le N ° SAP408030195 à l'association  
locale ADMR CEYRAT UTIL



PREFET DU PUY-DE-DOME

Direction Régionale des Entreprises,  
de la Concurrence, de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi

N° Agrément : SAP 408030195

## ARRETE

### portant modification d'agrément d'un organisme de services aux personnes

Le Préfet de la région Auvergne,  
Préfet du Puy-de-Dôme  
*Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur*  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** les articles L 7231-1, L 7232-1 et suivants du code du travail ;
- VU** l'article L 313-1-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services
- VU** les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne
- VU** l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges relatif à l'agrément prévu à l'article R 7232-7 du code du Travail ;
- VU** la circulaire DGAS/2C/2006/27 du 19 janvier 2006 relative à la mise en oeuvre du droit d'option instauré en faveur des services prestataires d'aide et d'accompagnement à domicile destinés aux publics visés à l'article L 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'instruction DGCIS n° 1-2012 du 26 avril 2012 relative à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne ;
- VU** l'arrêté du 4 janvier 2012 délivrant l'agrément SAP 408030195 à l'Association Locale ADMR CEYRAT U.T.I.L. dont le siège social est situé 1, rue Frédéric Brunmurol – 63122 CEYRAT ;
- VU** l'avis de situation au répertoire SIRENE ;
- SUR PROPOSITION** du service instructeur de l'Unité Territoriale du Puy-de-Dôme de la DIRECCTE Auvergne ;

## ARRETE :

### **Article 1 :**

A compter du 18 juillet 2014, le siège social de l'Association Locale ADMR CEYRAT U.T.I.L. est transféré 2, rue Jacques Prévert – 63122 CEYRAT.

### **Article 2 :**

Les autres articles restent inchangés.

**Article 3 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme et la responsable de l'Unité Territoriale du Puy-de-Dôme de la DIRECCTE Auvergne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Puy-de-Dôme. Celui-ci sera, par ailleurs, transmis à l'organisme chargé du recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Fait à Clermont-Ferrand, le 4 août 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
P/Le Directeur Régional des Entreprises,  
de la Concurrence, de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi d'Auvergne,  
La Responsable de l'Unité Territoriale  
du Puy-de-Dôme de la Direccte Auvergne,

**SIGNE**

Patricia BOILLAUD



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 04 Août 2014**

**63 - DIRECCTE  
63 - UT 63**

modification du récépissé de déclaration d'un  
organisme de services à la personne délivré  
sous le n ° SAP408030195 à l'association  
locale ADMR CEYRAT UTIL



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PUY-DE-DOME

Direction Régionale  
des Entreprises,  
de la Concurrence,  
de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi  
Auvergne

Unité territoriale  
du Puy-de-Dôme

Affaire suivie par :  
D. DUPIN  
A. LABOURIER

**Courriel :**

dominique.dupin@directe.gouv.fr  
annie.labourier@directe.gouv.fr

Téléphone : 04-73-41-22-31  
04-73-41-22-63  
Télécopie : 04-73-41-22-40

**Modification du récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistrée et formulée conformément  
à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31) ;

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne ;

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne ;

Le Préfet du Puy-de-Dôme et, par délégation, la responsable de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme de la Direccte Auvergne ;

**CONSTATE :**

Vu le récépissé de déclaration d'activités de services à la personne délivré le 1<sup>er</sup> janvier 2012 au nom de l'Association Locale ADMR CEYRAT U.T.I.L. sise 1, rue Frédéric Brunmurol – 63122 CEYRAT sous le n° 408030195 ;

Vu le changement d'adresse de l'Association Locale ADMR CEYRAT U.T.I.L. en date du 18 juillet 2014 ;

Le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne enregistré au nom de l'Association Locale ADMR CEYRAT U.T.I.L. dont le siège social est situé 2, rue Jacques Prévert – 63122 CEYRAT, sous le n° SAP 408030195, annule et remplace le récépissé délivré le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;

**Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme qui modifiera le récépissé initial ;

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire

**Direccte Auvergne**

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi  
Auvergne

Unité Territoriale du Puy-de-Dôme - 64, av de l'Union Soviétique - BP 428 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1  
Standard : 04.73.41.22.00 Autre - 11/08/2014

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

**Services prestataire et mandataire**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Garde d'enfants de plus de trois ans à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leur déplacement
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions
- Livraison de courses à domicile
- Assistance administrative à domicile
- Assistance aux personnes âgées ou autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux
- Assistance aux personnes handicapées
- Garde malade à l'exclusion des soins
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

**Fait à Clermont-Ferrand, le 4 août 2014**

**Le Directeur Régional des Entreprises, de  
la Concurrence, de la Consommation, du  
Travail et de l'Emploi d'Auvergne,  
Et par délégation,  
La Responsable de l'Unité Territoriale  
du Puy-de-Dôme de la Direccte Auvergne,**

**SIGNE**

**Patricia BOILLAUD**



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 06 Août 2014**

**63 - DIRECCTE  
63 - UT 63**

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne délivré sous le numéro SAP 800453995 à l'entreprise VERNET Stéphanie (nom commercial : Steph'Net)



**PREFET DU PUY-DE-DOME**

**Direction Régionale  
des Entreprises,  
de la Concurrence,  
de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi  
Auvergne**

Unité territoriale  
du Puy-de-Dôme

Affaire suivie par :  
D. DUPIN  
A. LABOURIER

**Courriel :**

dominique.dupin@direccte.gouv.fr  
annie.labourier@direccte.gouv.fr

Téléphone : 04-73-41-22-31  
04-73-41-22-63  
Télécopie : 04-73-41-22-40

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP 800453995  
et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31) ;

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne ;

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne ;

Vu l'arrêté préfectoral 2014213-0001 du Préfet du Puy-de-Dôme du 1<sup>er</sup> août 2014 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Auvergne par intérim ;

Vu l'arrêté 2014/Direccte/18 du 1<sup>er</sup> août 2014 portant subdélégation de signature du Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Auvergne par intérim à Madame la Responsable de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme de la Direccte Auvergne ;

Le Préfet du Puy-de-Dôme et, par délégation, la responsable de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme de la Direccte Auvergne ;

**CONSTATE :**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme de la DIRECCTE d'Auvergne le 29 juillet 2014 par l'entreprise VERNET Stéphanie (nom commercial : STEPH'NET) sise Les Charles – Impasse de la Martiol – 63190 MOISSAT ;

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'entreprise VERNET Stéphanie (nom commercial : STEPH'NET), sous le numéro SAP800453995 ;

Le présent récépissé prend effet à compter du 6 août 2014 ;

**Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme qui modifiera le récépissé initial ;

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire

**Direccte Auvergne**

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi  
Auvergne

Unité Territoriale du Puy-de-Dôme - 64, av de l'Union Soviétique – CS80428 - 63012 Clermont-Ferrand cedex  
Standard : 04.73.41.22.00 Autre - 11/08/2014 Page 47

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

Pour l'ensemble du territoire national :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

**Fait à Clermont-Ferrand, le 6 août 2014**

**Le Directeur Régional des Entreprises, de la  
Concurrence, de la Consommation, du Travail  
et de l'Emploi d'Auvergne,  
Et par délégation,  
P/La Responsable de l'Unité Territoriale  
du Puy-de-Dôme de la Direccte Auvergne,  
La Directrice Adjointe,**

**signé**

**Sylvie MANHES**



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Autre**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 01 Août 2014**

**63 - DIRECCTE  
Secrétariat de direction**

Arrêté 2014/ Direccte/18 portant subdélégation de signature de Monsieur Marc FERRAND, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Auvergne dans le cadre des attributions et compétences de Monsieur Michel FUZEAU, préfet de la Région Auvergne, Préfet du Puy- de- Dôme



## PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence,  
de la consommation,  
du travail et de l'emploi

**Arrêté n° 2014/Direccte/18**  
portant subdélégation de signature  
de **Monsieur Marc FERRAND**  
directeur régional des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi d'Auvergne  
dans le cadre des attributions et compétences  
de **Monsieur Michel FUZEAU**,  
préfet de la Région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme

### **Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Auvergne**

- Vu** le code de commerce ;
- Vu** le code du tourisme ;
- Vu** le code du travail ;
- Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment ses articles 4 et 6 ;
- Vu** le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
- Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
- Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- Vu** le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
- Vu** le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) ;
- Vu** le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de Monsieur Michel FUZEAU, Préfet hors classe, Préfet de la région Auvergne, Préfet du Puy-de-Dôme ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Marc FERRAND en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Cité administrative – 2, rue Pélessier – Bâtiment P – 63034 CLERMONT-FERRAND  
Tél : 04 73 43 14 14 – Télécopieur : 04 73 34 03 00  
dr-auver.direction@direccte.gouv.fr

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014213-0001 du 1<sup>er</sup> août 2014 de Monsieur le préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme, portant délégation de signature dans le cadre de ses attributions et compétences à Monsieur Marc FERRAND directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et autorisant Monsieur Marc FERRAND à subdéléguer tout ou partie de cette délégation à un ou plusieurs agents des services placés sous son autorité ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 8 février 2011 nommant Madame Patricia BOILLAUD directrice régionale adjointe, responsable de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme de la DIRECCTE Auvergne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2012 portant nomination de Madame Fabienne BIBET en qualité de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » au sein de la DIRECCTE Auvergne ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Subdélégation de signature est donnée à Madame Patricia BOILLAUD, directrice régionale adjointe, responsable de l'unité territoriale du Puy-de-Dôme de la DIRECCTE Auvergne, à l'effet de signer au nom du préfet du Puy-de-Dôme, les décisions, actes administratifs et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) d'Auvergne, dans les domaines de compétences prévus à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 2014213-0001 du 1<sup>er</sup> août 2014 susvisé et dans les conditions prévues à cet arrêté,

et en cas d'empêchement de Madame Patricia BOILLAUD, la subdélégation de signature ci-dessus est donnée

à :

- Monsieur Nizar SAMLAL, directeur adjoint du travail
- Madame Anne-Marie CAVALIER, directrice adjointe du travail
- Madame Sylvie MANHES, directrice adjointe du travail

**Article 2** : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, au nom du préfet du Puy-de-Dôme, tous actes relatifs à l'agrément des organismes pour l'installation, la réparation et le contrôle en service des instruments de mesure, ainsi que tous actes relatifs :

- au maintien des dispenses accordées en application de l'article 62.3 de l'arrêté ministériel du 31 décembre 2001 pris pour l'application du décret du 3 mai 2001 susvisé ;
- à l'attribution, à la suspension et au retrait des marques d'identification.

à

- Madame Fabienne BIBET, responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie »

et en cas d'empêchement de celle-ci :

à

- Monsieur Philippe ENJOLRAS, chef du service métrologie.

**Article 3 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°2014/Direccte/10 du 23 juin 2014.

**Article 4 :** Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne et de la préfecture du département du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le - 1 AOUT 2014

Le Directeur régional des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi,



Marc FERRAND



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014216-0001**

**signé par  
Voir dans le document**

**le 04 Août 2014**

**63 - Douanes**

décision de fermeture de débits de tabac  
ordinaires permanents

## DÉCISION DE FERMETURE DE DÉBITS DE TABAC ORDINAIRES PERMANENTS

Le directeur régional des douanes et droits indirects d' Auvergne

Vu l'article 568 du code général des impôts ;

Vu le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, et notamment ses articles 8 à 19 ;

**Considérant** la situation du réseau local des débitants de tabac ;

**Considérant** que la Chambre syndicale départementale des buralistes du Puy de Dôme a été régulièrement consultée ;

### DÉCIDE

la fermeture des débits de tabac ordinaires permanents situés à :

- Vitrac en date du 01/04/2014
- Le Vernet Sainte Marguerite en date du 01/07/2014
- Bertignat en date du 15/07/2014

Fait à Clermont-Fd, le 04/08/2014,

Le directeur régional des douanes et droits indirects  
d'Auvergne



---

F. FAYOLLET



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014204-0024**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 23 Juillet 2014**

**63 - DREAL**  
**63 - Service Risques**

arrêté préfectoral portant mesures d'urgence au motif de sécurité à l'encontre de la SCI MERCIER propriétaire du barrage de l'étang de LA FAYE sur les communes de St Pierre le Chastel et Gelles



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY-DE-DOME

DIRECTION RÉGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT  
ET DU LOGEMENT

**ARRÊTÉ N° /**  
**portant mesures d'urgence au motif de sécurité à**  
**l'encontre de la SCI MERCIER « Aux mines de**  
**Rosier », propriétaire du barrage de l'étang de La**  
**Faye, communes St Pierre Le Chastel et Gelles**

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L171-8 ; L211-3-III ; L216-1 ; R214-44 et R214-146 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant les prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté du 7 avril 2011 portant agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ;

VU la fiche de renseignements de l'ouvrage réalisée par la Direction Départementale des Territoires du Puy-de-Dôme suite aux visites techniques des 31 mars et 2 avril 2014 ;

VU l'avis du propriétaire en date du 13/07/2014 concernant le projet du présent arrêté sollicité par lettre du 3 juillet 2014 ;

CONSIDERANT que les caractéristiques techniques du barrage de l'étang de La Faye, notamment sa hauteur et son volume sont de nature à définir son classement en classe C des ouvrages hydrauliques au sens de l'article R214-112 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que le barrage présente un problème de végétation arborée et arbustive abondante et dense sur son parement aval de part et d'autre de la crête pouvant conduire à court terme à d'importants désordres dans le corps du barrage et engendrer sa ruine brutale ;

CONSIDERANT que la présence de cette végétation abondante gêne la surveillance du barrage par son propriétaire ;

CONSIDERANT que la présence d'embâcles et de grilles sur le seuil de l'évacuateur de crues réduit sensiblement sa débitance pouvant entraîner un risque de sur-verse prématurée du remblai ;

.../...

CONSIDERANT que le barrage est insuffisamment entretenu et surveillé par son propriétaire au regard des dispositions réglementaires du code de l'environnement pour ce type d'ouvrage ;

CONSIDERANT que pour ces raisons, le barrage présente en l'état :

- des risques pour la sécurité des biens et des personnes à l'aval de ce dernier (plan d'eau de Jume, infrastructures routières )
- des impacts environnementaux majeurs sur la Sioule avec un départ massif de résidus contenant des polluants métalliques, en cas de rupture du barrage (terrils miniers chargés en arsenic de l'ancienne mine de Rosier en aval du barrage) ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er : Identification de l'ouvrage

L'ouvrage concerné par le présent arrêté possède les caractéristiques suivantes :

<b>Dénomination</b>	Étang de La Faye
<b>Localisation</b>	St Pierre Le Chastel et Gelles
<b>type</b>	Barrage en remblai
<b>Hauteur estimée</b>	14,75 m
<b>Volume estimé</b>	96 000 m <sup>3</sup>
<b>Longueur estimée</b>	80 m
<b>Classement au titre de la sécurité</b>	Classe C

### ARTICLE 2 : Mesures d'urgence d'entretien

Le propriétaire de l'ouvrage procède au débroussaillage de toute la surface des talus du remblai et des abords immédiats de l'ouvrage.

Il enlève les grilles et les éventuels batardeaux installés sur le seuil de l'évacuateur de crues ainsi que les embâcles.

**Ces actions sont à engager dès la notification du présent arrêté.**

### ARTICLE 3 : Surveillance de l'ouvrage

Le propriétaire de l'ouvrage met en place une surveillance visuelle du remblai et de ses abords, selon un trajet qui emprunte notamment la crête, les flancs et le pied aval du remblai ainsi qu'un cheminement à mi-hauteur du talus aval.

La surveillance s'intéresse aussi au déversoir de crues et à l'exutoire de vidange.

Cette surveillance est réalisée au moins une fois par mois. Tout problème particulier doit amener le propriétaire à procéder à une surveillance accrue (périodicité plus rapprochée et adaptée au problème détecté).

Le propriétaire consigne les observations de cette surveillance visuelle sur le registre de l'ouvrage.

Cette action est à mettre en place dès que les travaux d'entretien susvisés à l'article 1<sup>er</sup> sont réalisés.

.../...

#### **ARTICLE 4 : Diagnostic de sécurité**

Le propriétaire de l'ouvrage fait procéder, à ses frais, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, à un diagnostic sur les garanties de sûreté de son ouvrage par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-148 à R214-151.

Ce diagnostic tel que défini à l'article R.214-146 du code de l'environnement, étudie notamment :

- l'hydrologie (sous forme simplifiée, par exemple en utilisant SHYREG)
- l'hydraulique de l'évacuateur de crues
- la stabilité du remblai
- l'état de la vidange
- le dispositif d'auscultation
- une analyse simplifiée de l'onde de rupture et des enjeux à l'aval

Ce diagnostic propose les dispositions pour remédier aux insuffisances de l'ouvrage, de son entretien et de sa surveillance au regard des impératifs de la sécurité des personnes et des biens, ainsi que leur échéance de mise en œuvre et leur chiffrage.

Parmi les mesures de confortement proposées, le bureau d'étude agréé intègre l'opération de déboisement qui doit être conduite sous la direction d'un maître d'œuvre spécialisé.

Le propriétaire de l'ouvrage adresse ensuite ce diagnostic au Préfet, **dans un délai de deux mois à compter de l'achèvement du diagnostic précité**, en trois exemplaires (1 exemplaire pour le service Police de l'Eau de la DDT63 et 2 exemplaires pour le service de contrôle de la DREAL Auvergne) et en indiquant les dispositions qu'il propose de retenir, ses dispositions d'organisation, les projets de travaux pour remédier aux insuffisances éventuelles et le calendrier de leur mise en œuvre.

Au préalable de la réalisation du diagnostic, le propriétaire procède à une recherche d'archives sur l'ouvrage pour mise à disposition des documents au bureau d'études agréé en charge du diagnostic. De même, la disposition d'un plan topographique est nécessaire et il convient de prévoir sa production si un tel document n'existe pas.

#### **Article 5 : Mise en conformité du barrage**

Les mesures, les travaux à effectuer et les délais de réalisation pour rendre conforme le barrage aux dispositions des articles R214-122 à R214-124 et R214-133 à R214-135 et à l'arrêté du 29 février 2008 susvisé seront prescrits par arrêté préfectoral sur la base des résultats du diagnostic prévu à l'article 4 du présent arrêté.

**Dans cette attente, le propriétaire de l'ouvrage met en place les mesures d'urgences prévues aux articles 2 et 3 et toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens, des personnes et de l'environnement en toutes circonstances.**

#### **ARTICLE 6 : Sanctions**

En cas d'inobservation des prescriptions et délais ci-dessus, il peut être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 216-1 du code de l'environnement susvisé sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

#### **ARTICLE 7 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

## ARTICLE 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## ARTICLE 9 : Publication et information des tiers

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie des communes de St Pierre Le Chastel et Gelles, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

## ARTICLE 10 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Clermont-Ferrand, sis 6 cours Sablon – 63 033 Clermont-Ferrand Cedex 01 :

- par le propriétaire de l'ouvrage dans le délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication.

Dans le même délai de deux mois, le propriétaire de l'ouvrage peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

## ARTICLE 13 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la SCI Mercier « Aux mines de rosier », à l'attention de Monsieur Flavien BONNICEL.

## ARTICLE 14 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
Les Maires des communes de St Pierre le Chastel et Gelles,  
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne,  
Le Directeur Départemental des Territoires de Puy-de-Dôme,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le **23** JUIL. 2014

Le Préfet,

~~Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,~~

**Thierry SUQUET**

Pour notification, adresse du propriétaire :  
SCI MERCIER « Aux Mines de Rosier »  
à l'attention de M. Flavien BONNICEL  
La mine Rosier  
63 320 ST PIERRE LE CHASTEL



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n ° 2014212-0006**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 31 Juillet 2014**

**63 - DREAL**  
**63 - Service Risques**

Arrêté préfectoral autorisant la  
société AUBERT & DUVAL à exploiter un  
établissement de forgeage et matriçage de  
pièces en aluminium et alliages d'aluminium  
sur le territoire de la commune d'ISSOIRE



**PREFET DE LA REGION AUVERGNE  
PREFET DU PUY-DE-DOME**

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

**Arrêté préfectoral**

**autorisant la société AUBERT & DUVAL à exploiter un établissement de forgeage et matriçage de pièces en aluminium et alliages d'aluminium sur le territoire de la commune d'ISSOIRE**

*Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- Vu les articles R.211-11-1 à R.211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011, prescrivant une analyse du risque foudre visant à protéger les intérêts du L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'Environnement (déchets) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°07/ 1185 du 16 mars 2007 autorisant la société AUBERT & DUVAL Issoire à exploiter un établissement de forgeage et matriçage de pièces en aluminium et alliages d'aluminium sur le territoire de la commune d'Issoire ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°08/02815 du 2 août 2008 portant actualisation et complétant les prescriptions applicables à l'établissement de la société AUBERT & DUVAL à Issoire ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 13/00904 du 26 avril 2013 prescrivant à la société AUBERT & DUVAL la mise en place d'une surveillance pérenne de ses rejets aqueux industriels ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 24 décembre 2013 détaillant la méthode de calcul du montant des garanties financières ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 6 juin 2014 par lequel il demande une révision du classement de certaines de ses installations ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 26 mai 2014;
- Vu l'avis émis par le conseil départemental d'environnement, des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 20 juin 2014 ;
- **Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale fixé par la directive 2000/60/CE susvisé ;
- **Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;
- **Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issu du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;
- **Considérant** les modifications intervenues sur les procédés mis en œuvre par AUBERT & DUVAL sur son site d'Issoire depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2007 susvisé ;
- **Considérant** le caractère non substantiel de ces modifications ;
- **Considérant** que des évolutions réglementaires justifient la mise à jour des prescriptions applicables à la société AUBERT & DUVAL pour son site d'Issoire ;
- **Considérant** que la société AUBERT & DUVAL est tenue de constituer des garanties financières pour son site d'Issoire en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- **Considérant** que les différentes mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- **Considérant** que le Préfet peut, sur proposition de l'inspection des installations classées, imposer toutes prescriptions additionnelles ou modifier les prescriptions existantes applicables à une installation classée, conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement.

Le pétitionnaire entendu,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

## ARRÊTE

;

# TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

## CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société AUBERT & DUVAL, dont le siège social est situé Tour Maine Montparnasse, 33 Avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15 est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son activité de forgeage de pièces en aluminium au sein de son établissement industriel sis Zone Industrielle du Piat – 63502 Issoire et qui comprend les installations classées détaillées dans les articles suivants.

### Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions du présent arrêté abrogent et remplacent les prescriptions des arrêtés suivants : arrêté préfectoral n° 07/01185 du 16 mars 2007, n° 08/02815 du 02/08/2008, n° 09/02695 du 04/11/2009 et n° 13/00904 du 26/04/2013.

### Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de l'installation	Capacité autorisée
1450	2-a	A	Emploi et stockage de solides facilement inflammables	Quantité présente de copeaux et sciures d'aluminium	3 000 kg
2560	B-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance totale installée (supérieure à 1 000 Kw)	4 presses : 4415 Kw 8 fraiseuses : 610 Kw 2 tours : 42 Kw 1 sableuse : 13 Kw 1 scie : 9 Kw 4 fours gaz = 3,46 Mw 9 fours élect. = 5,586 Mw
2561		DC	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages		7 fours élect. = 1,755 Mw 3 bacs trempe gaz = 2,6 Mw
2565	2-a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563	Volume total des bains actifs (dégraissant + acide + soude)	63 400 litres dont : <u>Dégraissant</u> - Forge : 3 600 L - Contrôle : 4 650 L <u>Soude</u> - Forge : 9 600 L - Contrôle : 17 300 L <u>Acide</u> - Forge : 9 600 L - Contrôle : 18 650 L
2921	b	DC	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (Installations de)	Puissance thermique évacuée totale <3000 kW	2 x 1000 kW
2925		D	Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maxi	56 kW
3260		A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m <sup>3</sup>	Volume total des bains	63,4 m <sup>3</sup>

A (autorisation) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration avec contrôle) ou NC (non classée, capacité inférieure au seuil de déclaration)

Capacité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

#### Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
ISSOIRE	Section BE 01, parcelles 547 et 548

La surface totale des terrains est d'environ 63 564 m<sup>2</sup> dont 24 000m<sup>2</sup> couverts.

Les installations citées au 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement.

#### Article 1.2.3. Autres limites de l'autorisation

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 63 564 m<sup>2</sup>

#### Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- ✓ Forgeage et matriçage : 4 presses de 1 200, 3 000, 10 000 et 20 000 tonnes  
2 presses pour l'outillage, 8 fraiseuses, 2 tours, 1 sableuse, 5 scies
- ✓ Traitement chimique des métaux : 1 chaîne décapage aluminium (à la forge)  
1 chaîne décapage aluminium (au contrôle)

#### Rythme de fonctionnement

Le site pratique plusieurs rythmes de travail (journée, 2 x 8h, 3 x8h et week-end) en fonction de l'activité.

L'activité de production est arrêtée 3 semaines en août et 1 semaine fin décembre.

### CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### CHAPITRE 1.4 - DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

### CHAPITRE 1.5 - GARANTIES FINANCIÈRES

La société AUBERT & DUVAL est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations d'Issoire en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

#### Article 1.5.1. Nature des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour la rubrique suivante, mentionnée dans le tableau de l'article 1.2.1 ci-avant :

- 2565

#### Article 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 221 347 euros TTC.

Ce montant est calculé sur la base d'un indice TP01 de 667,7 à la date de janvier 2011 et d'un taux de TVA de 19,6%.

### **Article 1.5.3. Etablissement des garanties financières**

Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établie dans les formes prévues par l'arrêté du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'échéancier pour constituer les garanties financières est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- puis en fonction du type de cautionnement retenu, soit constitution supplémentaire de 20% du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans, soit constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

### **Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant leur date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susmentionné.

### **Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant présente au préfet a minima tous les 5 ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières par application au montant de référence figurant à l'article 1.5.2 ci-dessus, de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

### **Article 1.5.6. Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

### **Article 1.5.7. Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 1.5.8. Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

### **Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations visées à l'article 1.5.1 du présent arrêté, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 et R. 512 39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## **CHAPITRE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

### **Article 1.6.1. Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **Article 1.6.3. Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration.

#### **Article 1.6.5. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

#### **Article 1.6.6. Cessation d'activité**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon la procédure définie aux articles R.512-39-1 et suivants de ce même code.

## **CHAPITRE 1.7 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

#### **Article 1.7.1. Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.1.1. Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

### **Article 2.1.2. Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## **CHAPITRE 2.2 - RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

### **Article 2.2.1. Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **Article 2.3.1. Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

### **Article 2.3.2. Esthétique**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

## **CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON-PRÉVENU**

### **Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévu**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement portés à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.5.1. Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

## **CHAPITRE 2.6 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation initial,
- Les plans tenus à jour,
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **CHAPITRE 2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION**

### **Article 2.7.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
9.2.1	Mesures des rejets atmosphériques	Annuel
9.2.4	Suivi des eaux souterraines	Semestriel
9.2.3	Bilan de la station de traitement des eaux (point R1)	Continu à Trimestriel suivant paramètres
9.2.3	Mesures des eaux de rejet des presses (point R2)	Annuel
4.3.10	Surveillance des eaux de surface (puits 13 et 17)	Mensuel
9.2.7.1	Niveaux sonores	Tous les 5 ans

Articles	Documents à transmettre	Périodicité / échéance
1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières	Avant le 30 juin 2014, puis tous les 5 ans),
1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
9.3.2	Compte-rendu d'activité	Mensuel
9.4.1	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle

## TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres (pour les installations relevant de la directive IED : des meilleures techniques disponibles), le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

#### Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de **poussières et de matières diverses** :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- Les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
- Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### Article 3.1.5. Emissions diffuses et envois de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

### CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET

#### Article 3.2.1. Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Combustible	Mode de traitement
E1	Décapage Forge Nord	Néant	Néant
E2	Décapage Forge Sud	Néant	Néant
E3	Décapage Contrôle GV1	Néant	Néant
E4	Décapage Contrôle GV3	Néant	Néant
E5	Four R049	Gaz	Néant
E6	Cabine Ardrex	Néant	Néant
E7	Cheminée PS24 (remplace lanterneau)	Néant	Néant
E8	Four R047	Gaz	Néant
E9	Fraiseuse F22	Néant	Néant

#### Article 3.2.3. Conditions générales de rejet

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
---------------	--------------	---------------	-------------------------------------	--------------------------------

E1	10 m	DN 450	11 500	8
E2	10 m	DN 450	11 500	8
E3	10 m	DN 450	11 500	8
E4	10 m	DN 450	11 500	8
E5	20 m	DN 500	500	8
E6	< 8 m	DN 700	15000	8
E7	18 m	DN 1480	80 000	8
E8	17m	DN 800	1 990	8
E9	20 m	DN 600	13 000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentration instantanée en mg/Nm <sup>3</sup>	N° de Conduit					
	E1 / E2	E3 / E4	E5	E6	E7	E8
Teneur en O2			3 %	3 %		3 %
Poussières			40 mg/Nm <sup>3</sup>		40 mg/Nm <sup>3</sup>	40 mg/Nm <sup>3</sup>
NO <sub>x</sub> équivalent NO <sub>2</sub>			200 mg/Nm <sup>3</sup>		200 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>
Acidité totale exprimée en H <sup>+</sup>	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>				
Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>				
HF, exprimés en F	2 mg/Nm <sup>3</sup>	2 mg/Nm <sup>3</sup>				
COV				100 mgC/Nm <sup>3</sup>	100 mgC/Nm <sup>3</sup>	

#### Article 3.2.5. Composés organiques volatils (COV)

On entend par :

- « composé organique volatil (COV) » : tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15° kelvins ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières ;
- « solvant organique » : tout COV utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme solvants de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur ;
- « consommation de solvants organiques » : la quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation sur une période de douze mois, diminuée de la quantité de COV récupérés en interne en vue de leur réutilisation ;
- « réutilisation » : l'utilisation à des fins techniques ou commerciales, y compris en tant que combustible, de solvants organiques récupérés dans une installation. N'entrent pas dans la définition de "réutilisation les solvants organiques récupérés qui sont évacués définitivement comme déchets ;
- « utilisation de solvants organiques » : la quantité de solvants organiques, à l'état pur ou dans les préparations, qui est utilisée dans l'exercice d'une activité, y compris les solvants recyclés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'installation, qui sont comptés chaque fois qu'ils sont utilisés pour l'exercice de l'activité ;
- « émission diffuse de COV » : toute émission de COV dans l'air, le sol et l'eau, qui n'a pas lieu sous la forme d'émissions canalisées. Pour le cas spécifique des COV, cette définition couvre, sauf indication contraire, les émissions retardées dues aux solvants contenus dans les produits finis ;

Pour les installations d'application de produits de protection sur les pièces en aluminium (cabine ARDROX)

Si la consommation de solvant est inférieure ou égale à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg / m<sup>3</sup>. Cette valeur s'applique à l'ensemble des activités de séchage et d'application, effectuées dans des conditions maîtrisées. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée.

Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg / m<sup>3</sup> pour le séchage et de 75 mg / m<sup>3</sup> pour l'application.

#### Plan de gestion de solvants :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvant, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations. L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion de solvant et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

---

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### CHAPITRE 4.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal journalier (m3)
Réseau public	ISSOIRE	RAS	30 000	180
Château d'eau (propriété de Constellium)	Allier	FRGR0142b	1 000	-

#### Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

##### 4.1.2.1. - Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

#### Article 4.1.3. Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant prend des mesures de réduction de sa consommation d'eau. Ces mesures de réduction pourront s'orienter vers l'arrêt des fraiseuses F14 et F20, des tours T8 et T9 et de la zone de lavage des chariots.

### CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ci-après ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **Article 4.2.3. Entretien et surveillance**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### **Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### *4.2.4.1. - Protection contre des risques spécifiques*

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

## **CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **Article 4.3.1. Identification des effluents**

L'exploitant doit être en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Les eaux de ruissellement,
- Les eaux vannées après traitement biologique en fosse ensemencée,
- Les eaux de l'atelier de forge après passage dans un déshuileur-débourbeur,
- Les eaux de lavage des engins de manutention après passage dans un déshuileur-débourbeur,
- Les eaux sortant de station d'épuration physico-chimique.
- Les eaux de rinçage des cabines de contrôle par ressuage.

Les eaux des traitements de surfaces et des cabines de ressuage sont, préalablement à leur rejet, traitées dans une station de traitement interne.

#### **Article 4.3.2. Collecte des effluents**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### **Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 4.3.5. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

- leur nombre est aussi limité que possible,
- des canalisations internes supplémentaires sont mises en place, si nécessaire, afin de limiter leur nombre,

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	<b>R1</b>
Coordonnées Lambert Nature des effluents	X= 676520,554, Y= 263400,196 Effluents des chaînes de traitement de surface Effluents des rinçages de postes de ressuage
Débit moyen journalier (m <sup>3</sup> /j) Exutoire du rejet Traitement avant rejet	20 m <sup>3</sup> /jour (sortie station de traitement interne) Rivière Allier via le ruisseau La Boulade Station interne de traitement physico-chimique

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	<b>R2</b>
Nature des effluents	Eaux des presses
Débit moyen journalier (m <sup>3</sup> /j) Le débit est aléatoire, il s'agit d'un débit de fuites Exutoire du rejet Traitement avant rejet	10 m <sup>3</sup> /jour Rivière Allier via le ruisseau La Boulade Séparateur d'hydrocarbures

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	<b>R3</b>
Nature des effluents	Eaux vannes et domestiques
Débit moyen journalier (m <sup>3</sup> /j)	Non mesuré
Exutoire du rejet Traitement avant rejet	Rivière Allier via le ruisseau La Boulade Biologique

Point(s) de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	<b>Non localisé</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales des toitures et des aires extérieures
Exutoire du rejet Traitement avant rejet	Ruisseau la « Boulade » Aucun

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

Avant rejet dans le ruisseau de Boulade, les ouvrages d'évacuation des effluents liquides doivent être équipés de points de prélèvement et de mesure.

## Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

### 4.3.6.1. - Conception

Les dispositifs de rejet dans le milieu naturel des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

### 4.3.6.2. - Aménagement

#### 4.3.6.2.1. - Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### 4.3.6.2.2. - Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### 4.3.6.2.3. - Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

## Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

## Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

## Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles avant rejet dans le milieu naturel

Les effluents doivent, avant leur rejet dans le milieu naturel, respecter les caractéristiques suivantes :

- Température maximale de 30°C ;
- Valeur de pH compris entre 5,5 et 8,5 ;

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Point de rejet R1 (TS)	Paramètre	maxi	Concentration maxi journalière (mg/l)	Flux maxi journalier ou spécifique (kg/l)
	MES		30	0,6
	DCO		150	3
	Nitrites		30	0,6

	Aluminium		5	0,1
	Fer		5	0,1

Point de rejet R2 (Presses)	Paramètre	Concentration maxi	Concentration maxi journalière (mg/l)	Flux maxi journalier ou spécifique (kg/j)
	MES		30	0,3
	DCO		150	1,5
	Indice hydrocarbure		10	0,1
	DBO <sub>5</sub>		50	0,5

#### Article 4.3.10. Valeurs limites dans le milieu naturel

La configuration du réseau de collecte des effluents ne permet pas de canaliser l'intégralité des émissions sur un seul point de rejet avant le milieu naturel.

De manière à prendre en compte de façon globale tous les rejets émis par la société AUBERT & DUVAL, des mesures sont effectuées dans le milieu naturel (ruisseau la Boulade).

Une mesure est effectuée simultanément au puits 13, situé en amont de l'usine, et au puits 17, situé en aval.

Les rejets de l'usine dans la Boulade sont calculés par soustraction des valeurs mesurées en amont aux valeurs mesurées en aval.

Point de mesure (puits 17, positionné en aval)	Paramètre	Concentration maxi	Concentration maxi journalière (mg/l)	Flux maxi journalier ou spécifique (kg/j)
	MES		30	/
	DCO		150	/
	DBO <sub>5</sub>		50	/
	Nitrites		20	/
	Aluminium		5	/
	Fer		5	/
	Indice hydrocarbure		10	/

#### Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

## CHAPITRE 4.4 - RECHERCHE DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU

#### Article 4.4.1. Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser.

Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 4.4.1 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés dans le document figurant en annexe 1 du présent arrêté préfectoral et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel au chapitre 9.2 sur des substances mentionnées à l'article 4.4.2 ci-dessous peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 4.4.1, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 4.4.1 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application du chapitre 9.2 du présent arrêté répondent aux exigences de l'annexe 1, notamment sur les limites de quantification.

#### Article 4.4.2. Mise en œuvre de la surveillance pérenne

Nom du rejet	Substance	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires en µg/l (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)	Durée de chaque prélèvement	Périodicité

Eaux industrielles (en sortie de la station de traitement des effluents R1 et en sortie du séparateur des eaux de presse R2)	Nonylphénols	0,1	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité)	Trimestrielle
	4 – nonylphénol - éthoxylate	0,1		
	4 - nonylphénol - diéthoxylate	0,1		
	Monobutylérain cation	0,02		
	Plomb et ses composés	5		
	Nickel et ses composés	10		
	Arsenic et ses composés	5		
	Zinc et ses composés	10		
	Cuivre et ses composés	5		
	Chrome et ses composés	5		
	DCO	–		
MES	–			

#### Article 4.4.3. Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

##### 4.4.3.1. - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 4.4.1 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées par voie électronique.

##### 4.4.3.2. - Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 4.4.1 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 4.4.1 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

## TITRE 5 - DECHETS

### CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION

#### Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

### Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

Ces déchets entreposés sur le site sont constitués principalement par :

- Huiles hydrauliques usagées ;
- Huiles solubles usagées ;
- Copeaux d'aluminium ;
- Sciure d'aluminium (poussières) ; (rubrique 1450)

### Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511 1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

### Article 5.1.5. Transport

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

### Article 5.1.6. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés annuellement par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Types de déchets	Code déchets	Désignation usuelle	Quantité annuelle (tonnes)	Nature des déchets	Atelier producteur	Mode de traitement
Déchets non dangereux	12 01 03	Limaille et chutes de métaux non ferreux	1 850	Chute métaux non ferreux	Préparation et matriçage Usinage pièces moyennes	VAL
	12 01 21	Déchets de meulages autres que 12 01 20	55	Sciures et poussières de meulage	Préparation et matriçage Usinage pièces moyennes	VAL

	15 01 03	Emballages bois	70	Bois	Usine	VAL
	16 01 17	Métaux ferreux	80	Déchets métaux ferreux	Maintenance	VAL
Déchets dangereux	08 01 11	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	10	ISO blanc	Traitement thermique et potayage	IS
	10 02 07	Déchets solides provenant de fumées cont. des substances dangereuses	15	Poussières	Préparation et matriçage	VAL
	10 09 15	Révéléateur de criques usagé contenant des subst. dangereuses	25	Effluents de ressuage	Trait. thermique et potayage	PC
	11 01 05	Acides de décapage	40	Acide nitrique	Préparation et matriçage Trait. thermique et potayage	PC
	11 01 07	Bases de décapage	90	Soude	Préparation et matriçage Trait. thermique et potayage	PC
	11 01 09	Boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses	20	Boues d'hydroxyde métallique	Usine	DC1
	12 01 09	Emulsions et solutions d'usinage sans halogènes	10	Huiles solubles	Usinage moyennes et grandes pièces	PC
	12 01 12	Déchets de cires et graisse	80	Graisse (résidus de nettoyage de sols)	Usine	VAL
	13 05 02	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	10	Boues d'hydroxydes non métalliques	Usine	DC1
	13 05 07	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs	75	Eau et hydrocarbures	Préparation et matriçage Trait. Thermique et potayage Usinage moyennes et grandes pièces	PRE
	15 02 02	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons, vêtements contaminés par subst. dangereuses	22	Petits matériaux souillés	Ensemble de la production	VAL

IS : incinération sans récupération d'énergie  
 IE : incinération avec récupération d'énergie  
 DC1 : mise en décharge de classe 1  
 DC2 : mise en décharge de classe 2  
 PC : destruction par traitement physicochimique  
 PRE : pré-traitement  
 TS :  
 VAL : Valorisation énergétique  
 VM : Valorisation matière

## TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 6.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

### Article 6.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

### Article 6.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUE

### Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

(Note : selon la situation acoustique, le tableau peut ne comporter que l'une de deux dernières lignes ou les deux)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Cas de la 1ère modification d'une installation existante au 1er juillet 1997 donnant lieu à enquête publique : Les valeurs d'émergence admissibles ci-dessus s'appliquent au-delà d'une distance de X m des limites de propriétés, précisée sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

### Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore maximum admissible en tout point de la périphérie du site	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de contrôle en limite de site sont au nombre de huit.

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 - GENERALITES

#### Article 7.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tout moyen approprié.

#### **Article 7.1.2. Etat des stocks de produits dangereux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### **Article 7.1.3. Propreté de l'installation**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 7.1.4. Contrôle des accès**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.

#### **Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

#### **Article 7.1.6. Etude de dangers**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## **CHAPITRE 7.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

#### **Article 7.2.1. Comportement au feu**

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts de type REI 60,
- couverture de type A1,
- portes intérieures de résistance au feu EI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de résistance E60,
- matériaux de résistance au feu A1 (Incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

#### **Article 7.2.2. Intervention des services de secours**

##### *7.2.2.1. - Accessibilité*

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### **Article 7.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- (le cas échéant) d'un dispositif d'extinction automatique ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

## **CHAPITRE 7.3 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **Article 7.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

### **Article 7.3.2. Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

### **Article 7.3.3. Ventilations des locaux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aération extérieure, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

### **Article 7.3.4. Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent.

## **CHAPITRE 7.4 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **Article 7.4.1. Rétentions et confinement**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **CHAPITRE 7.5 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **Article 7.5.1. Surveillance de l'installation**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### **Article 7.5.2. Travaux**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

### **Article 7.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements**

A minima une fois par an, l'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu par exemple) ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

### **Article 7.5.4. Consignes d'exploitation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### Article 7.5.5. Plan de secours

Un plan d'intervention en cas d'incendie est établi et régulièrement tenu à jour, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours.

## TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 8.1 - PRÉVENTION DE LA LÉGIONNELLOSE

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013

### CHAPITRE 8.2 - ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE

#### Article 8.2.1. Installations autorisées

Les installations autorisées sont les suivantes :

DESIGNATION	VOLUME DES BAINS DE TRAITEMENT
<b><u>Chaîne décapage aluminium forge</u></b>	
Cuve dégraissant	3 600 Litres
Cuve décapage soude	9 600 Litres
Cuve acide nitrique	9 600 Litres
<b><u>Chaîne décapage – contrôle</u></b>	
Cuve dégraissant	4 650 Litres
Cuve décapage soude	17 300 Litres
Cuve acide nitrique	18 650 Litres
<b>Total volume des bains de traitement</b>	<b>63 400 Litres</b>

#### Article 8.2.2. Règles générales

Les ateliers seront aménagés et exploités conformément à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

#### Article 8.2.3. Modes de rejets

Les déversements d'eaux de trop plein de la cuve de rétention se feront exclusivement après un traitement approprié.

Ces rejets se feront conformément au titre 4 du présent arrêté.

Ils devront respecter les normes de rejets fixés à l'article 4.3.9 du présent arrêté.

Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de rinçage des sols et, d'une manière générale, les eaux usées constituent

- soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans les installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre 5 du présent arrêté;
- soit des effluents liquides visés au titre 4 du présent arrêté. Ils doivent alors être traités dans la station de traitement qui doit être conçue et exploitée à cet effet.

#### Article 8.2.4. Aménagement

Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockages) susceptibles de contenir des acides, des bases des toxiques de toutes natures, ou des sels en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être résistants à l'action chimique des liquides, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à 1gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50% du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler.

Un registre des produits chimiques dans l'établissement est tenu.

Chaque page de ce registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, présentera à minima les informations figurant dans le tableau ci-dessous :

Date de réception	Quantité	Nom du fournisseur	Nature du produit Composition chimique

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

#### Article 8.2.5. Exploitation

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétention, canalisation...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande ; Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.

#### Article 8.2.6. Prévention de la pollution des eaux

##### Limitation des débits d'effluents :

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible. Le débit maximum des effluents rejetés par l'atelier est fixé à 8 litres par mètre carré et par fonction de rinçage.

Cette norme est connue par le calcul des débits de rinçage qui sont définis par la valeur du débit rapporté au mètre carré de surface traitée. Sont pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- eaux de rinçage,
- des vidanges de cuves de rinçage,
- des éluats, rinçages et purges de systèmes de recyclages, de régénération et de traitement spécifique des effluents,
- des vidanges des cuves de traitement,
- des eaux de lavage des sols,
- des effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de refroidissement,
- des eaux pluviales.

#### Article 8.2.7. Prévention de la pollution atmosphérique

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc ) pour satisfaire aux exigences du titre 3 du présent arrêté.

Si le traitement des émissions atmosphériques se révélait nécessaire, il y aurait lieu d'assurer une optimisation des débits d'eau de lavage.

Les eaux de lavage des gaz et des effluents extraits de dévésiculeurs sont des effluents susceptibles de contenir des toxiques. Ils doivent être recyclés ou traités avant rejet dans une station de détoxification des ateliers.

#### **Article 8.2.8. Prévention des risques**

Les installations de traitement de surface, afin d'éviter la création d'une situation de danger, sont équipées d'un système de vidange rapide.

### **CHAPITRE 8.3 - EMPLOI DE MATIERES ABRASIVES**

Les machines de grenailage et de ponçage sur aluminium sont régulièrement entretenues, et les filtres des installations de dépoussiérage sont changés régulièrement afin d'éviter tout colmatage pouvant notamment conduire à une atmosphère explosive.

Les dispositifs d'épuration où sont susceptibles de se trouver les poussières d'aluminium sont considérés comme des zones de danger au sens du chapitre 7.1.1.

Des moyens de prévention sont mis en œuvre pour empêcher l'apparition d'atmosphère explosive ou de points chauds dans les machines de grenailage et de corindonnage, et pour éviter la propagation d'un incendie par les canalisations (clapets coupe-feu...).

Le nettoyage de ces installations est effectué à l'aide de matériels antidéflagrant. En particulier, le nettoyage par air comprimé est interdit.

Des moyens appropriés de lutte contre l'incendie sont mis à disposition à proximité des machines.

### **CHAPITRE 8.4 - ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

Les prescriptions du présent article s'appliquent aux ateliers de charge d'accumulateur et aux postes de charge isolés.

Les zones abritant les postes de charge seront construites en matériaux incombustibles. Elles ne commanderont aucun dégagement. Elles ne seront pas installées dans un sous-sol.

Ces zones seront ventilées par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant dans le local. La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

Une distance de sécurité de 4 m de tous côtés autour des postes sera laissée libre de toute affectation. Cette distance pourra être remplacée par une paroi de résistance au feu REI 60.

Des produits absorbants adaptés seront disponibles pour lutter efficacement contre tout écoulement de liquide.

Le chauffage des zones abritant les postes ne pourra se faire que par fluide chauffant (eau, vapeur d'eau, air), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C, la chaudière étant située dans un local extérieur aux zones de charge et séparé par une cloison pleine, en matériau de résistance au feu A1 et EI 120, sans baie de communication.

Les extincteurs affectés à cette installation seront des extincteurs spéciaux pour feux d'origine électrique (à l'exclusion d'extincteurs à mousse).

Leur porte d'accès s'ouvrira vers l'extérieur de l'atelier et sera normalement fermée.

---

## **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

#### **Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### Article 9.1.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

## CHAPITRE 9.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

### Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques

#### 9.2.1.1. - Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Les mesures des émissions canalisées sont réalisées annuellement sur les points de rejet suivants :

E1 - Décapage Forge Nord  
E2 - Décapage Forge Sud  
E3 - Contrôle GV1

E4 - Contrôle GV3  
E5 - Four R049  
E6 - Cabine ARDROX

E7 - Cheminée PS24  
E8 - Four R047  
E9 - Fraiseuse F22

Paramètres	Points de rejet								
	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9
Débit	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Vitesse	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Température	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Humidité	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Poussières					x		x	x	
NO <sub>x</sub>	x	x	x	x	x		x	x	
Alcalinité / OH <sup>-</sup>	x	x	x	x					
Acidité / H <sup>+</sup>	x	x	x	x					
HF	x		x						
COV						x	x		x

#### 9.2.1.2. - Auto surveillance des émissions par bilan

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètres	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle

### Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement, les résultats sont portés sur un registre.

### Article 9.2.3. Auto surveillance des eaux résiduaires

#### 9.2.3.1. - Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Sur rejet R1		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
PH	-	Continu
Température	-	Continu
Débit	-	Continu
MES	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
DCO	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
Fluor	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
Nitrites	Sur prélèvement 24 heures	Trimestrielle
Aluminium	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle
Fer	Sur prélèvement 24 heures	Mensuelle

Sur rejet R2		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
PH	-	Annuelle
Température	-	Annuelle
Débit	-	Annuelle
MES	Sur prélèvement 24 heures	Annuelle
DCO	Sur prélèvement 24 heures	Annuelle
Indice hydrocarbure	Sur prélèvement 24 heures	Annuelle

#### Article 9.2.4. Auto surveillance des eaux souterraines

L'exploitant effectue une surveillance des eaux souterraines situées au droit de son établissement selon, les dispositions définies ci-après :

Un prélèvement et une analyse des eaux souterraines ainsi qu'une mesure de niveau de la nappe sont effectués sur trois piézomètres, deux sur le site (1 en amont et 1 en aval) et 1 chez CONSTELLIUM, en aval hydraulique du site d'AUBERT & DUVAL.

Les paramètres suivis sont les suivants :

Paramètres	Fréquence des mesures
Aluminium, Cr total, Cr VI, hydrocarbures totaux, COHV	2 fois par an (en période de basses et de hautes eaux)

Des analyses détermineront la concentration, sur ces prélèvements, des paramètres figurant dans le tableau ci-dessus.

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus, et leurs commentaires doivent être transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard un mois après leur réception par l'exploitant. Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les anomalies constatées ainsi que sur les actions correctives mise en œuvre ou envisagées.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires de dépollution.

#### **Article 9.2.5. Auto surveillance des niveaux sonores**

##### *9.2.5.1. - Mesures périodiques*

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

## **CHAPITRE 9.3 - SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

#### **Article 9.3.1. Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

#### **Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque trimestre calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 9.2.1 et 9.2.3 ci-avant, du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il sera transmis de façon trimestrielle à l'inspection des installations classées selon un format défini en accord avec celle-ci.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

#### **Article 9.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores**

Les résultats des mesures réalisées en application du 9.2.5 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## **CHAPITRE 9.4 - BILANS PÉRIODIQUES**

#### **Article 9.4.1. Déclaration annuelle des émissions**

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- ✓ des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- ✓ de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

#### **Article 9.4.2. Dossier de réexamen**

En application de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3260 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du BREF « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques » (STM).

L'exploitant adressera au préfet le dossier de réexamen prévu à l'article R 515-71 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication de la décision d'approbation des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques » (STM).

## **TITRE 10 - - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS- PUBLICITE- EXECUTION**

### **CHAPITRE 10.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont Ferrand.

- 1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **CHAPITRE 10.2 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Issoire pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d'Issoire fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Puy-de-Dôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société AUBERT & DUVAL.

Une copie dudit arrêté sera également adressé au conseil municipal De la ville d'Issoire.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société AUBERT & DUVAL dans deux journaux diffusés dans tout le département.

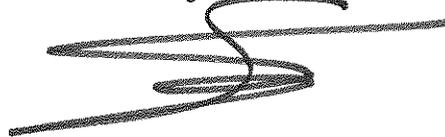
#### **Article 10.2.1. Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, Monsieur le maire de la commune d'Issoire, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de l'arrondissement d'Issoire,
- M. le Directeur Départemental des Territoires du Puy-de-Dôme,
- M. le Directeur de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé du Puy de Dôme,
- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement Auvergne,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Fait à Clermont-Ferrand, le **31 JUIL. 2014**

**LE PRÉFET,**  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général



**Thierry SUQUET**

29/38

## ANNEXE 1

### Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

#### • INTRODUCTION

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau.

Ce document doit être communiqué à l'exploitant comme cahier des charges à remplir par le laboratoire qu'il choisira. Ce document permet également à l'inspection de vérifier à réception du rapport de synthèse de mesures les bonnes conditions de réalisation de celles-ci.

#### • PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement remplir les deux conditions suivantes :

- Etre accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice "Eaux Résiduaire", pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents listés à l'article 2 du présent arrêté avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe.
- Respecter les limites de quantification listées à l'article 3 du présent arrêté pour chacune des substances.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses.

La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est à dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus.

**Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique.**

Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le **prestataire d'analyse**, il est **seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne.**

Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son sous-traitant, l'exploitant est le **seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements** et de ce fait, **responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse.**

Le respect du présent cahier des charges et des exigences demandées pourront être contrôlés par un organisme mandaté par les services de l'Etat.

L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins 3 ans.

#### • OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau – Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"
- le guide FD T 90-523-2 "Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement – Prélèvement d'eau résiduaire"

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

## 1. OPÉRATEURS DU PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement peuvent être réalisées sur le site par :

- le prestataire d'analyse ;
- le sous-traitant sélectionné par le prestataire d'analyse ;
- l'exploitant lui-même ou son sous traitant.

Dans le cas où c'est l'exploitant ou son sous traitant qui réalise le prélèvement, il est impératif qu'il dispose de procédures démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 ci-après et démontrer que la traçabilité de ces opérations est assurée.

## 2. CONDITIONS GÉNÉRALES DU PRELEVEMENT

- Le volume prélevé devra être représentatif des flux de l'établissement et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.
  - En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. **Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages** (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).
  - Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3<sup>1</sup>. Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.
  - Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

## 3. MESURE DE DÉBIT EN CONTINU

- La mesure de débit s'effectuera en continu sur une période horaire de 24 heures, suivant les normes en vigueur figurant dans le FDT-90-523-2 et les prescriptions techniques des constructeurs des systèmes de mesure.
- Afin de s'assurer de la qualité de fonctionnement de ces systèmes de mesure, des contrôles métrologiques périodiques devront être effectués par des organismes accrédités, se traduisant par :
  - Pour les systèmes en écoulement à surface libre :
    1. un contrôle de la conformité de l'organe de mesure (seuil, canal jaugeur, venturi, déversoir,..) vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
    2. un contrôle de fonctionnement du débitmètre en place par une mesure comparative réalisée à l'aide d'un autre débitmètre.
  - Pour les systèmes en écoulement en charge :
    3. un contrôle de la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,

---

<sup>1</sup> La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

4. un contrôle de fonctionnement du débitmètre par mesure comparative exercée sur site (autre débitmètre, jaugeage, ...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.
- Le contrôle métrologique aura lieu avant le démarrage de la première campagne de mesures, ou à l'occasion de la première mesure, avant d'être renouvelé à un rythme annuel.

#### 4. PRÉLÈVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES À TEMPÉRATURE CONTRÔLÉE

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

⇒ Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
- Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.
- Les échantillonneurs utilisés devront réfrigérer les échantillons pendant toute la période considérée.
- Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, le préleveur pratiquera un prélèvement asservi au temps, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie (par exemple rejets homogènes en batchs). Dans ce cas, le débit et son évolution seront estimés par le préleveur en fonction des renseignements collectés sur place (compteurs d'eau, bilan hydrique, etc). Le préleveur devra lors de la restitution préciser la méthodologie de prélèvement mise en œuvre.
  - Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2).
  - Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)
  - Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s

☞ Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement)

☞ Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :

- Dans une zone turbulente ;
- À mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- À une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

#### 5. ECHANTILLON

☞ La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. Un système d'homogénéisation pourra être utilisé dans ces cas. Il ne devra pas modifier l'échantillon.

☞ Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3<sup>1</sup>.

☞ Le transport des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une enceinte maintenue à une

température égale à  $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$ , et être accompli dans les 24 heures qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.

- ↳ La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

## 6. BLANCS DE PRÉLÈVEMENT

### Blanc du système de prélèvement :

*Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les substances retrouvées dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.*

- ↳ Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est recommandé de suivre les prescriptions suivantes :

- il devra être fait obligatoirement sur une durée de 3 heures minimum. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.

- ↳ Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :

- si valeur du blanc  $< LQ$  : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent,
- si valeur du blanc  $> LQ$  et inférieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent,
- si valeur du blanc  $>$  l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée, le laboratoire devra refaire le prélèvement et l'analyse du rejet considéré.

### Blanc d'atmosphère

- ↳ La réalisation d'un blanc d'atmosphère permet au laboratoire d'analyse de s'assurer de la fiabilité des résultats obtenus concernant les composés volatils ou susceptibles d'être dispersés dans l'air et pourra fournir des données explicatives à l'exploitant.

La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

- ↳ Le blanc d'atmosphère peut être réalisé à la demande de l'exploitant en cas de **suspicion de présence de substances volatiles** (BTEX, COV, Chlorobenzène, mercure...) sur le site de prélèvement.

- ↳ S'il est réalisé, il doit l'être obligatoirement et systématiquement :

- le jour du prélèvement des effluents aqueux,
- sur une durée de 24 heures ou en tout état de cause, sur une durée de prélèvement du blanc d'atmosphère identique à la durée du prélèvement de l'effluent aqueux. La méthodologie retenue est de laisser un flacon d'eau exempte de COV et de métaux exposé à l'air ambiant à l'endroit où est réalisé le prélèvement 24h asservi au débit,
- Les valeurs du blanc d'atmosphère seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des autres.

- **ANALYSES**

- ↳ Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état

de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.

- ↳ Toutes les analyses doivent rendre compte de la **totalité** de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphényléthers polybromés.
- ↳ Dans le cas des **métaux**, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en **métal total** contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon les normes en vigueur :
  - Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale" ou
  - Norme ISO 15587-2 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 2 : digestion à l'acide nitrique".

Pour le **mercure**, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

- ↳ Dans le cas des **alkylphénols**, il est demandé de rechercher **simultanément** les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>2</sup> de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>2</sup> d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxylates peut être effectuée sans surcoût conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2<sup>3</sup>.
- ↳ Certains paramètres de suivi habituel de l'établissement, à savoir la **DCO** (Demande Chimique en Oxygène) ou **COT** (Carbone Organique Total) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les **MES** (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur (cf. Notes 4,5,6 et 7) afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.
- ↳ Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées en **ANNEXE 5.2 de la circulaire du 5/01/2009**. Elles sont issues de l'exploitation des limites de quantification transmises par les prestataires d'analyses dans le cadre de l'action RSDE depuis 2005.

### Prise en compte des MES

- ↳ Le laboratoire doit préciser et décrire de façon détaillée les méthodes mises en œuvre en cas de concentration en MES > 50 mg/L.
- ↳ Pour les paramètres visés à l'annexe 1 (à l'exception de la DCO, du COT et des MES), il est demandé:
  - Si  $50 < \text{MES} < 250 \text{ mg/l}$  : réaliser 3 extractions liquide/liquide successives au minimum sur l'échantillon brut sans séparation.
  - Si  $\text{MES} > 250 \text{ mg/l}$  : analyser séparément la phase aqueuse et la phase particulaire après filtration ou centrifugation de l'échantillon brut, sauf pour les **composés volatils** pour lesquels le traitement de l'échantillon brut par filtration est à proscrire. Les composés

2 Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement.

3 ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau – Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A – Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation. Disponible auprès de l'AFNOR, commission T 91M et qui sera publiée prioritairement en début 2009.

4 NF T 90-101 : Qualité de l'eau : Détermination de la demande chimique en oxygène (DCO)

5 NF EN 872 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par filtration sur filtre en fibres de verre

6 NF EN 1484 – Analyse des eaux : Lignes directrices pour le dosage du Carbone Organique Total et du Carbone Organique Dissous

7 NF T 90-105-2 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par centrifugation

volatils concernés sont :

*3,4 dichloroaniline, Epichlorhydrine, Tributylphosphate, Acide chloroacétique, Benzène, Ethylbenzène, Isopropylbenzène, Toluène, Xylènes (Somme o,m,p), 1,2,3 trichlorobenzène, 1,2,4 trichlorobenzène, 1,3,5 trichlorobenzène, Chlorobenzène, 1,2 dichlorobenzène, 1,3 dichlorobenzène, 1,4 dichlorobenzène, 1 chloro 2 nitrobenzène, 1 chloro 3 nitrobenzène, 1 chloro 4 nitrobenzène, 2 chlorotoluène, 3 chlorotoluène, 4 chlorotoluène, Nitrobenzène, 2 nitrotoluène, 1,2 dichloroéthane, Chlorure de méthylène, Chloroforme, Tétrachlorure de carbone, chloroprène, 3 chloropropène, 1,1 dichloroéthane, 1,1 dichloroéthylène, 1,2 dichloroéthylène, hexachloroéthane, 1,1,2,2 tétrachloroéthane, Tétrachloroéthylène, 1,1,1 trichloroéthane, 1,1,2 trichloroéthane, Trichloroéthylène, Chlorure de vinyle, 2 chloroaniline, 3 chloroaniline, 4 chloroaniline et 4 chloro 2 nitroaniline.*

- La restitution pour chaque effluent chargé (MES>250 mg/l) sera la suivante pour l'ensemble des substances de l'ANNEXE 1 : valeur en µg/l obtenue dans la **phase aqueuse**, valeur en µg/kg obtenue dans la **phase particulaire** et valeur **totale** calculée en µg/l.

L'analyse des diphenyléthers polybromés (PBDE) n'est pas demandée dans l'eau, et sera à réaliser selon la norme ISO 22032 uniquement sur les MES dès que leur concentration est supérieure à 50 mg/l. La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE.

## SOMMAIRE

<b>TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION .....</b>	<b>3</b>
Article 1.1.1. <i>Exploitant titulaire de l'autorisation.....</i>	<i>3</i>
Article 1.1.2. <i>Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs .....</i>	<i>3</i>
Article 1.1.3. <i>Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration .....</i>	<i>3</i>
<b>CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>3</b>
Article 1.2.1. <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.</i>	<i>3</i>
Article 1.2.2. <i>Situation de l'établissement .....</i>	<i>4</i>
Article 1.2.3. <i>Autres limites de l'autorisation.....</i>	<i>4</i>
Article 1.2.4. <i>Consistance des installations autorisées.....</i>	<i>4</i>
<b>CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1.4 - DUREE DE L'AUTORISATION .....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1.5 - GARANTIES FINANCIÈRES .....</b>	<b>4</b>
Article 1.5.1. <i>Nature des garanties financières.....</i>	<i>4</i>
Article 1.5.2. <i>Montant des garanties financières .....</i>	<i>4</i>
Article 1.5.3. <i>Etablissement des garanties financières .....</i>	<i>5</i>
Article 1.5.4. <i>Renouvellement des garanties financières .....</i>	<i>5</i>
Article 1.5.5. <i>Actualisation des garanties financières .....</i>	<i>5</i>
Article 1.5.6. <i>Révision du montant des garanties financières.....</i>	<i>5</i>
Article 1.5.7. <i>Absence de garanties financières.....</i>	<i>5</i>
Article 1.5.8. <i>Appel des garanties financières .....</i>	<i>5</i>
Article 1.5.9. <i>Levée de l'obligation de garanties financières .....</i>	<i>5</i>
<b>CHAPITRE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE .....</b>	<b>5</b>
Article 1.6.1. <i>Porter à connaissance.....</i>	<i>5</i>
Article 1.6.2. <i>Mise à jour des études d'impact et de dangers.....</i>	<i>6</i>
Article 1.6.3. <i>Équipements abandonnés .....</i>	<i>6</i>
Article 1.6.4. <i>Transfert sur un autre emplacement .....</i>	<i>6</i>
Article 1.6.5. <i>Changement d'exploitant .....</i>	<i>6</i>
Article 1.6.6. <i>Cessation d'activité.....</i>	<i>6</i>
<b>CHAPITRE 1.7 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS.....</b>	<b>6</b>
Article 1.7.1. <i>Respect des autres législations et réglementations.....</i>	<i>6</i>
<b>TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>6</b>
Article 2.1.1. <i>Objectifs généraux.....</i>	<i>6</i>
Article 2.1.2. <i>Consignes d'exploitation.....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 2.2 - RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES .....</b>	<b>7</b>
Article 2.2.1. <i>Réserves de produits.....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 2.3 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.....</b>	<b>7</b>
Article 2.3.1. <i>Propreté.....</i>	<i>7</i>
Article 2.3.2. <i>Esthétique .....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON-PRÉVENU.....</b>	<b>7</b>
Article 2.4.1. <i>Danger ou nuisance non prévenu.....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS.....</b>	<b>7</b>
Article 2.5.1. <i>Déclaration et rapport.....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 2.6 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION .....</b>	<b>7</b>
Article 2.6.1. <i>Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....</i>	<i>7</i>
<b>CHAPITRE 2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION .....</b>	<b>7</b>
Article 2.7.1. <i>Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection .....</i>	<i>7</i>
<b>TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>8</b>
Article 3.1.1. <i>Dispositions générales .....</i>	<i>8</i>
Article 3.1.2. <i>Pollutions accidentelles.....</i>	<i>8</i>
Article 3.1.3. <i>Odeurs .....</i>	<i>8</i>
Article 3.1.4. <i>Voies de circulation.....</i>	<i>9</i>
Article 3.1.5. <i>Emissions diffuses et envois de poussières.....</i>	<i>9</i>

CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET.....	9
Article 3.2.1. Dispositions générales .....	9
Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées.....	9
Article 3.2.3. Conditions générales de rejet.....	9
Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques .....	10
Article 3.2.5. Composés organiques volatils (COV) .....	10
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES .....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 4.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU .....	11
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau .....	11
Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	11
Article 4.1.3. Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse.....	11
CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES .....	11
Article 4.2.1. Dispositions générales .....	11
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	11
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	12
Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	12
CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	12
Article 4.3.1. Identification des effluents .....	12
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	12
Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	12
Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement.....	12
Article 4.3.5. Localisation des points de rejet.....	13
Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	14
Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets .....	14
Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement .....	14
Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel.....	14
Article 4.3.10. Valeurs limites dans le milieu naturel .....	15
Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques .....	15
CHAPITRE 4.4 - RECHERCHE DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU.....	15
Article 4.4.1. Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses...	15
Article 4.4.2. Mise en œuvre de la surveillance pérenne .....	15
Article 4.4.3. Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets .....	16
<b>TITRE 5 - DECHETS .....</b>	<b>16</b>
CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION .....	16
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets .....	16
Article 5.1.2. Séparation des déchets .....	17
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	17
Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement .....	17
Article 5.1.5. Transport.....	17
Article 5.1.6. Déchets produits par l'établissement.....	17
<b>TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS .....</b>	<b>18</b>
CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	18
Article 6.1.1. Aménagements.....	18
Article 6.1.2. Véhicules et engins .....	19
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	19
CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUE.....	19
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	19
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	19
<b>TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>19</b>
CHAPITRE 7.1 - GENERALITES.....	19
Article 7.1.1. Localisation des risques .....	19
Article 7.1.2. Etat des stocks de produits dangereux .....	20
Article 7.1.3. Propreté de l'installation .....	20
Article 7.1.4. Contrôle des accès.....	20
Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement.....	20

Article 7.1.6. Etude de dangers .....	20
CHAPITRE 7.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES .....	20
Article 7.2.1. Comportement au feu .....	20
Article 7.2.2. Intervention des services de secours .....	20
Article 7.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie.....	20
CHAPITRE 7.3 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS .....	21
Article 7.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles .....	21
Article 7.3.2. Installations électriques .....	21
Article 7.3.3. Ventilations des locaux.....	21
Article 7.3.4. Protection contre la foudre .....	21
CHAPITRE 7.4 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES .....	21
Article 7.4.1. Rétentions et confinement.....	21
CHAPITRE 7.5 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION .....	22
Article 7.5.1. Surveillance de l'installation .....	22
Article 7.5.2. Travaux.....	22
Article 7.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements.....	22
Article 7.5.4. Consignes d'exploitation .....	22
Article 7.5.5. Plan de secours .....	23
<b>TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT .....</b>	<b>23</b>
CHAPITRE 8.1 - PRÉVENTION DE LA LÉGIONNELLOSE .....	23
CHAPITRE 8.2 - ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE .....	23
Article 8.2.1. Installations autorisées .....	23
Article 8.2.2. Règles générales.....	23
Article 8.2.3. Modes de rejets.....	23
Article 8.2.4. Aménagement .....	24
Article 8.2.5. Exploitation .....	24
Article 8.2.6. Prévention de la pollution des eaux .....	24
Article 8.2.7. Prévention de la pollution atmosphérique .....	24
Article 8.2.8. Prévention des risques.....	25
CHAPITRE 8.3 - EMPLOI DE MATIÈRES ABRASIVES.....	25
CHAPITRE 8.4 - ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS.....	25
<b>TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS .....</b>	<b>25</b>
CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	25
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	25
Article 9.1.2. Mesures comparatives.....	26
CHAPITRE 9.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE .....	26
Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques.....	26
Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau.....	26
Article 9.2.3. Auto surveillance des eaux résiduaires.....	26
Article 9.2.4. Auto surveillance des eaux souterraines.....	27
Article 9.2.5. Auto surveillance des niveaux sonores.....	28
CHAPITRE 9.3 - SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS .....	28
Article 9.3.1. Actions correctives .....	28
Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	28
Article 9.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	28
CHAPITRE 9.4 - BILANS PÉRIODIQUES .....	28
Article 9.4.1. Déclaration annuelle des émissions .....	28
Article 9.4.2. Dossier de réexamen .....	28
<b>TITRE 10 - - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS- PUBLICITE- EXECUTION .....</b>	<b>29</b>
CHAPITRE 10.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS .....	29
CHAPITRE 10.2 - PUBLICITÉ.....	29
Article 10.2.1. Exécution.....	29



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014216-0002**

**signé par**  
**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 04 Août 2014**

**63 - DREAL**  
**63 - Service Risques**

ARRETE PREFECTORAL  
COMPLEMENTAIRE prescrivant la mise en  
place de garanties financières applicables à la  
société O- I MANUFACTURING France à  
PUY- GUILLAUME



**PREFET DE LA REGION AUVERGNE  
PREFET DU PUY-DE-DOME**

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
prescrivant la mise en place de garanties financières applicables  
à la société O-I MANUFACTURING France à PUY-GUILLAUME**

*Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 modifié autorisant la société OI Manufacturing France à exploiter un établissement de fabrication d'articles en verre sur la commune de PUY-GUILLAUME ;

VU le courrier du 18 décembre 2013 de la société O-I Manufacturing France à la DREAL Auvergne concernant le suivi de ses rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

VU le courrier du 12 décembre 2013 de la société O-I Manufacturing France à la préfecture du Puy-de-Dôme concernant le calcul des garanties financières à constituer en application de l'article R516-1 du code de l'environnement ;

VU le courrier du 30 octobre 2013 de la société O-I Manufacturing France à la DREAL Auvergne concernant son reclassement dans la nomenclature des installations classées en application de l'article R. 515-84 du code de l'environnement ;

VU le courrier du 11 avril 2014 de la société O-I Manufacturing France à la DREAL Auvergne concernant le reclassement de ses activités de nettoyage de pièces par trempage dans des bains de soude, dans la rubrique 2563-2 de la nomenclature ICPE ;

VU le positionnement au regard de la nomenclature ICPE, transmis par courrier électronique le 19 juin 2014 par la société O-I Manufacturing France à la DREAL Auvergne, pour son site de Puy-Guillaume ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 20 juin 2014 ;

CONSIDERANT que l'établissement d'un plan d'actions et d'une étude technico-économique pour la réduction des rejets dans l'eau de zinc et de monobutylétain cation ne sont pas justifiés au regard des critères nationaux et notamment de la dureté du milieu récepteur (rivière la Credogne) ;

CONSIDERANT que des évolutions réglementaires ainsi que des évolutions de procédé, justifient la mise à jour des prescriptions applicables à la verrerie O-I Manufacturing France de Puy-Guillaume ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

## ARRETE

### Article 1 : Objet

La société O-I Manufacturing France dont le siège social est situé 64, boulevard du 11 Novembre 1918 à 69100 - VILLEURBANNE, doit respecter, pour son établissement situé 21, avenue Edouard Vaillant 63290 PUY-GUILLAUME les prescriptions édictées aux articles 2 et suivant du présent arrêté préfectoral complémentaire.

### Article 2 : Classement des installations

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 modifié est remplacé par le suivant :

CLASSEMENT DES ACTIVITÉS SUIVANT L'ANNEXE À L'ARTICLE R 511-9 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT					
RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	NATURE DE L'INSTALLATION	SEUIL DE CLASSEMENT	CAPACITÉ ET VOLUME MAXI	CLASSEMENT
3330	Fabrication du verre	<input type="checkbox"/> Four 5 : 420 t/j <input type="checkbox"/> Four 8 : 290 t/j	>20 t/j	710 t/j	A
2531-a	Travail chimique du verre ou cristal	Traitement de surface à chaud	>150 litres	7000 litres	A
2530-1a	Fabrication et travail du verre sodocalcique	<input type="checkbox"/> Four 5 : 420 t/j <input type="checkbox"/> Four 8 : 290 t/j	>20 t/j	710 t/j	A
2921.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air	14 tours aéro-réfrigérantes (2 tours ouvertes normalement à l'arrêt et 12 tours fermées)	>3000 kW	Puissance thermique évacuée totale : 10 329 kW	E
1185-2-a	Emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements clos en exploitation	Plusieurs groupes froids et climatiseurs de capacité unitaire supérieure à 2 kg	>300 kg	Plusieurs groupes froids et climatiseurs : 435 kg	DC
1414-3	Installation de distribution de gaz inflammables liquéfiés de réservoirs alimentant des moteurs	Réservoir de stockage	-	10 400 litres (5 t de GPL)	DC
1418-3	Emploi et stockage d'acétylène	Stockage en cadres et bouteilles d'acétylène	>100 kg	280 kg	D
1530-3	Dépôts de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Stockage de cartons plats et intercalaires	>1000 m <sup>3</sup>	1 932 m <sup>3</sup>	D
2560-B-2	Travail mécanique des métaux et alliages	Atelier de mécanique	>150 kW	Puissance totale : 195 kW	DC
2563-2	Nettoyage-dégraissage de	Installations de nettoyage de pièces par	>500 litres	volume des bains de soude :	DC

CLASSEMENT DES ACTIVITÉS SUIVANT L'ANNEXE À L'ARTICLE R 511-9 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT					
RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	NATURE DE L'INSTALLATION	SEUIL DE CLASSEMENT	CAPACITÉ ET VOLUME MAXI	CLASSEMENT
	surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface	trempage		1 300 litres et 1 500 litres, soit 2 800 litres au total	
2910-A2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	<input type="checkbox"/> Installations alimentées au <b>Gaz naturel</b> : Chaudières, radians, aérothermes Arches de recuisson du verre Houssage puissance totale = 6,05 MW <input type="checkbox"/> 3 groupes électrogène au <b>FOD</b> puissance totale = 2,4 MW	>2 MW	P. totale : 8,45 MW	DC
1520	Dépôt de coke de charbon	Stockage de coke	>50 t	31 t maximum	NC
1220	Emploi et stockage d'oxygène	stockage de bouteilles et cadres	>2 t	500 kg	NC
1412-2	Stockage de gaz inflammable liquéfié	cuve de GPL de 10,4 m <sup>3</sup> 12 bouteilles de propane	>6 t	5,146 t	NC
1432-2	Stockage de liquides inflammables	1 cuve aérienne de FOD de 19 m <sup>3</sup> cuves tampon aériennes de 5 m <sup>3</sup> GNR 3,3 m <sup>3</sup> solvants : 0,34 m <sup>3</sup> (DM + acétone)	>10 m <sup>3</sup>	Capacité équivalente de 5,8 m <sup>3</sup>	NC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues	Stockage de palettes vides	>1000 m <sup>3</sup>	3000 palettes, soit 554 m <sup>3</sup>	NC
1435	Station service	Station service interne	>100 m <sup>3</sup> /an	volume annuel distribué : 12,2 m <sup>3</sup> /an de gas-oil, soit 2,44 m <sup>3</sup> /an équivalent	NC
2575	Emploi de matières abrasives	grenailleuse et sableuse	>20 kW	7,22 kW pour la grenailleuse et 0,04 kW pour la sableuse	NC
2640-2	Colorants et pigments organiques minéraux et naturels		>200 kg/j	variable	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs		>50 kW	56,4 kW	NC
2663-2	Stockage de housses et matières plastiques	Housses (80 palettes) et plaques Akylux (400 palettes)	>1000 m <sup>3</sup>	490 m <sup>3</sup>	NC

A : Autorisation

E : Enregistrement

D : Déclaration

DC : Déclaration avec contrôle périodique

NC : Non Classé

### Article 3 : Dossier de réexamen

L'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral n°08/02856 du 20 août 2008 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :

« En application de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3330 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du BREF verreries (GLS).

L'exploitant adresse au préfet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication de la décision d'approbation des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF verreries (GLS). »

#### **Article 4 : Rejet de substances dangereuses**

Les articles 9.2.7.3 et 9.2.7.4 de l'arrêté préfectoral n°08/02856 du 20 août 2008 modifié sont supprimés.

#### **Article 5 : Légionnelles**

Le chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral n°08/02856 du 20 août 2008 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre 8.2 Prévention de la légionellose

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

#### **Article 6 : Garanties financières**

Le titre 1 de l'arrêté préfectoral n°08/02856 du 20 août 2008 modifié est complété par les dispositions suivantes :

« Chapitre 1.9 Garanties financières

##### *Article 1.9.1 : Objet*

L'exploitant est tenu de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations.

##### *Article 1.9.2 : Nature des garanties financières*

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités couvertes par la rubrique 2531 : Travail chimique du verre

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R 516-2 du Code de l'Environnement.

##### *Article 1.9.3 : Montant des garanties financières*

Le montant des garanties financières est fixé à 377 453 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 702,2 à la date d'octobre 2013 et d'un taux de la TVA de 19,6%.

##### *Article 1.9.4 : Établissement des garanties financières*

Dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumis à l'obligation de constitution de garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 et du taux de la TVA qui ont été utilisées dans son dossier de proposition de calcul du montant des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

- option 1 :  
constitution de 20% du montant initial des garanties financières pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et constitution supplémentaire de 20 % du montant initial par an pendant quatre (4) ans.
- option 2 :  
constitution de 20% du montant initial des garanties financières pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit (8) ans, en cas de constitution des garanties sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations.

*Article 1.9.5 : Renouvellement des garanties financières*

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.9.4 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susmentionné.

*Article 1.9.6 : Actualisation des garanties financières*

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant présente au préfet au moins tous les 5 ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières par application au montant de référence figurant à l'article 1.9.3 ci-dessus, de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

*Article 1.9.7 : Révision du montant des garanties financières*

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

*Article 1.9.8 : Absence de garanties financières*

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées à l'article 1.9.2 du présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

*Article 1.9.9 : Appel des garanties financières*

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

*Article 1.9.10 : Levée de l'obligation de garanties financières*

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations visées à l'article 1.9.2 du présent arrêté, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.»

#### **Article 7 : Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Puy-Guillaume pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles le site est soumis, sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par le maire.

Une copie du présent arrêté est notifiée à l'exploitant. L'extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible à l'entrée du site par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré par les soins de monsieur le préfet de l'Allier et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département concerné par l'exploitation.

#### **Article 8 : Recours**

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Article 9 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, monsieur le maire de Puy-Guillaume, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne, monsieur l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 4 août 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

signé

Thierry SUQUET